



Welkom!

Programma

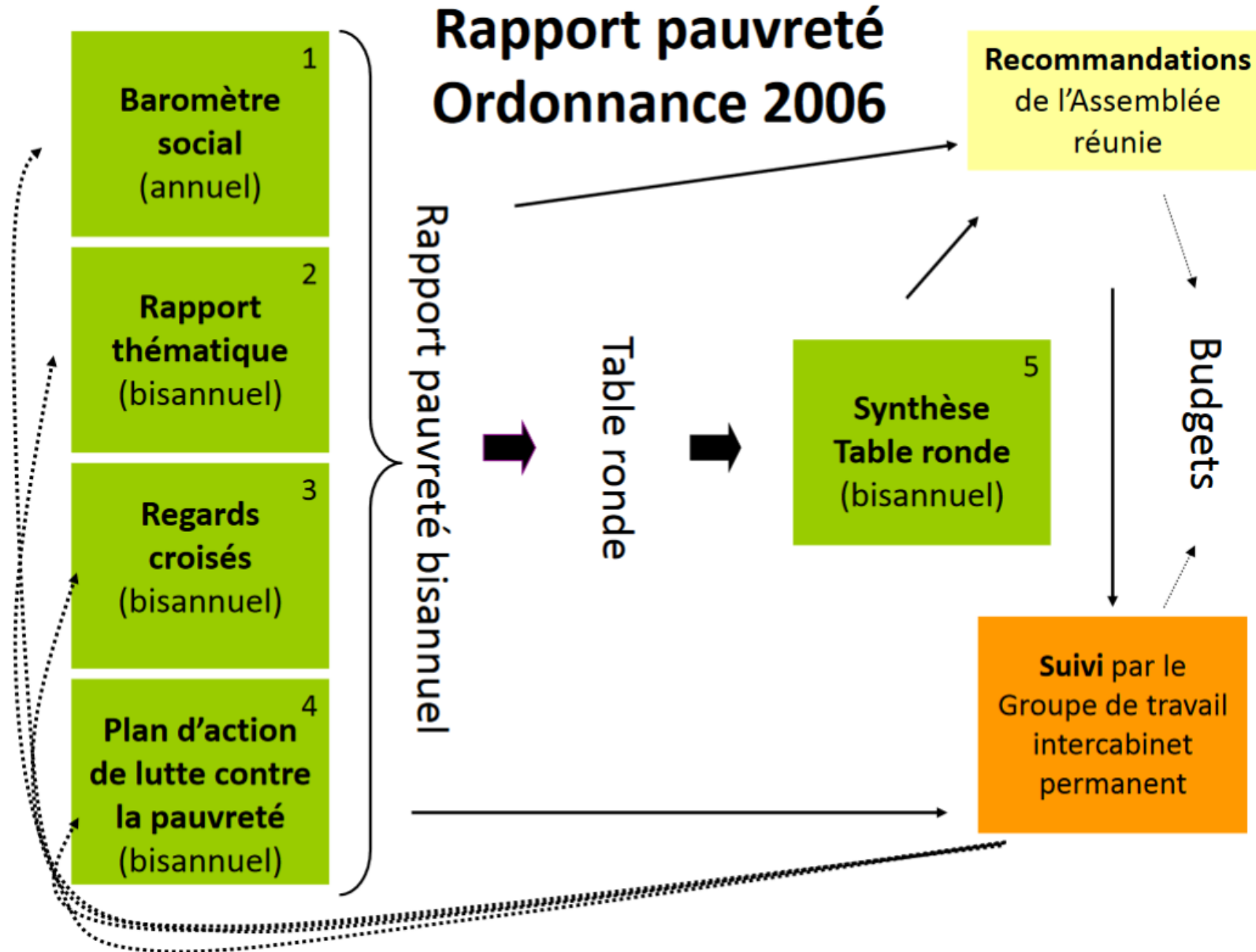
- **Presentatie van het Brussels Armoederapport** 9:00
- **Tussenkoms**t van de Heer Alain Maron, Brussels Minister belast met Gezondheid en Welzijn 10:15
- **Koffiepauze** 10:30
- **Presentatie Beroepsmogelijkheden inzake huisvesting** (N. Bernard en V. van der Plancke) 11:00
- **Vragen/reacties** 11:30
- **Lunch** 12:00
- **Brusselse terreinactoren aan het woord en debat (1)** 13:00
 - Economische en Sociale Raad van het BHG
 - Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie
 - Samenleven vzw
 - Bruss'Help
- **Brusselse terreinactoren aan het woord en debat (2)** 14:30
 - Brusselse Bond voor het Recht op Wonen
 - Federatie van Brusselse OCMW's
 - Union francophone des huissiers de justice
 - Geestelijke Gezondheid en Sociale Uitsluiting België
- **Conclusies** 16:00

Bienvenue!

Programme

- **Présentation du Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté**
- **Intervention de Monsieur Alain Maron**, Ministre bruxellois en charge de la Santé et de l'Action sociale
- **Pause-café**
- **Présentation Procédures de recours en matière de droit au logement** (N. Bernard et V. van der Plancke)
- **Questions/réactions**
- **Lunch**
- **La parole aux acteurs de terrain bruxellois et débat (1)**
 - Conseil économique et social de la RBC
 - Direction de l'Inspection Régionale du Logement
 - Convivence asbl
 - Bruss'Help
- **La parole aux acteurs de terrain bruxellois et débat (2)**
 - Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat
 - Fédération des CPAS bruxellois
 - Union francophone des huissiers de justice
 - Union francophone des huissiers de justice (UFHJ)
- **Conclusions**

Rapport pauvreté: mission fixée par ordonnance du 20 juillet 2006





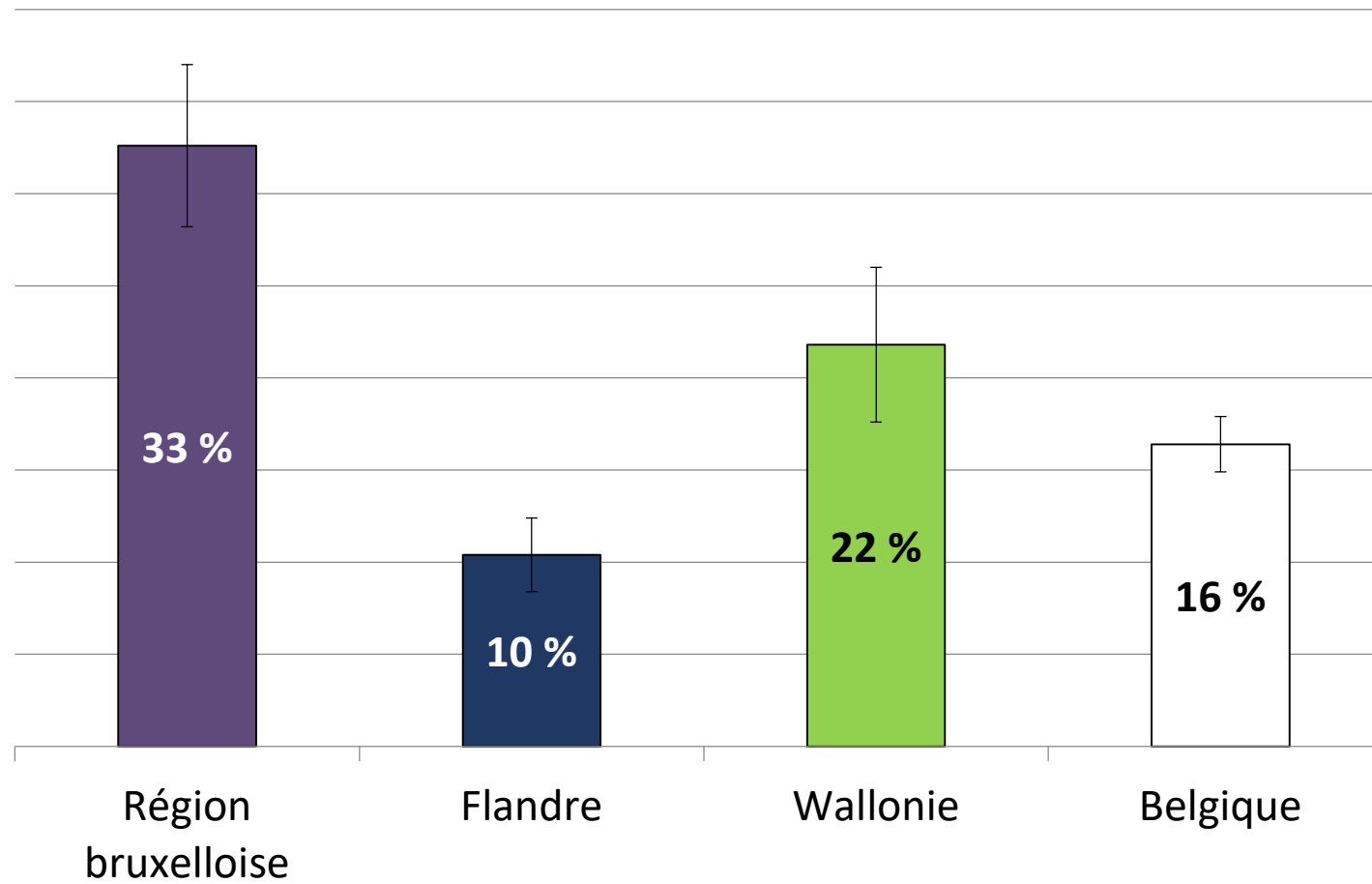
Baromètre social

Rapport pauvreté 2018



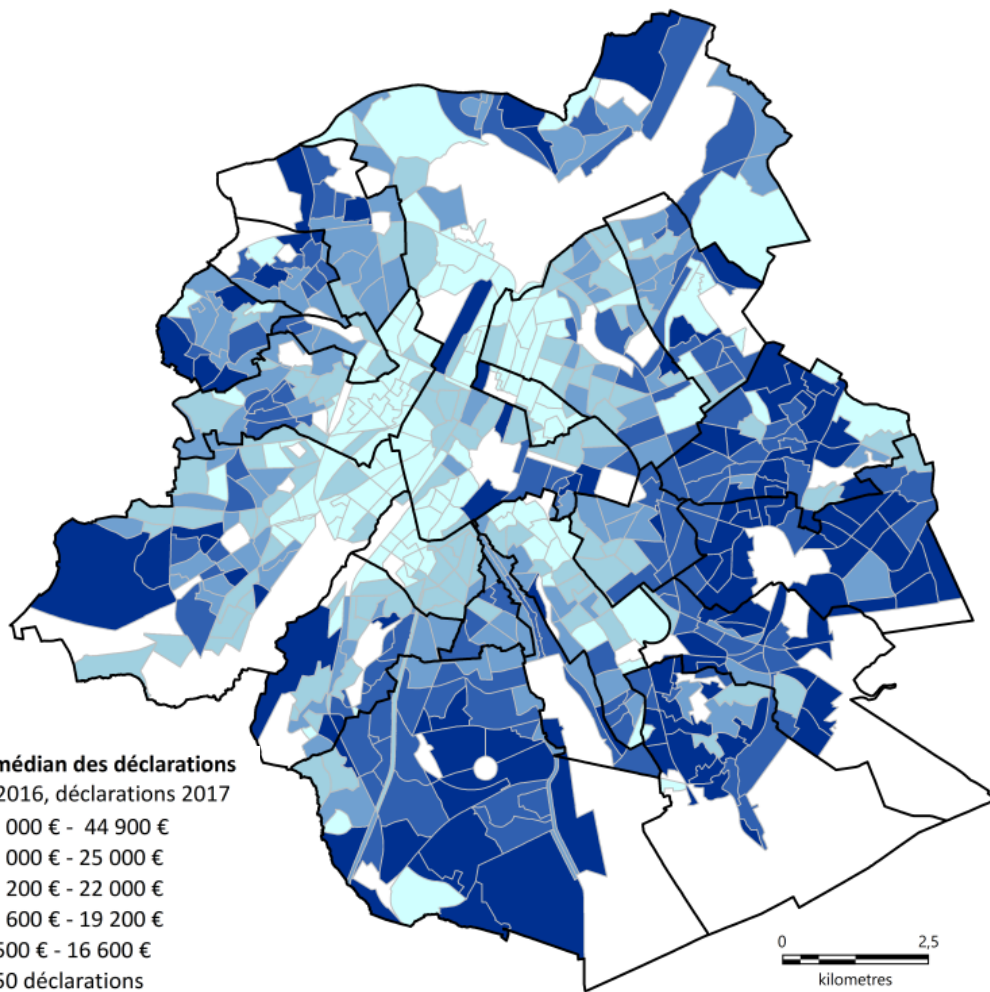
Taux de risque de pauvreté élevé en Région bruxelloise

Pourcentage de personnes dont le revenu est inférieur au seuil de risque de pauvreté, 2017

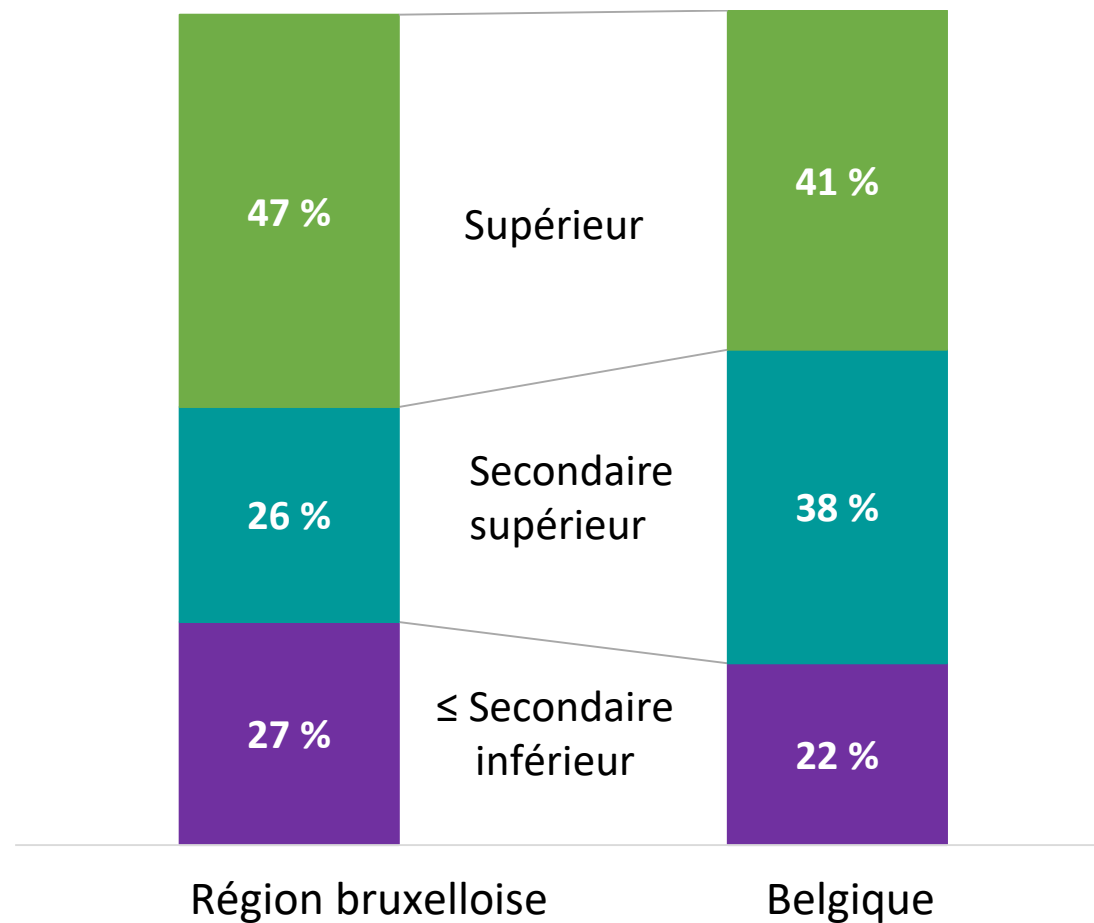


... avec de grandes inégalités

Revenu médian des déclarations, revenus 2016

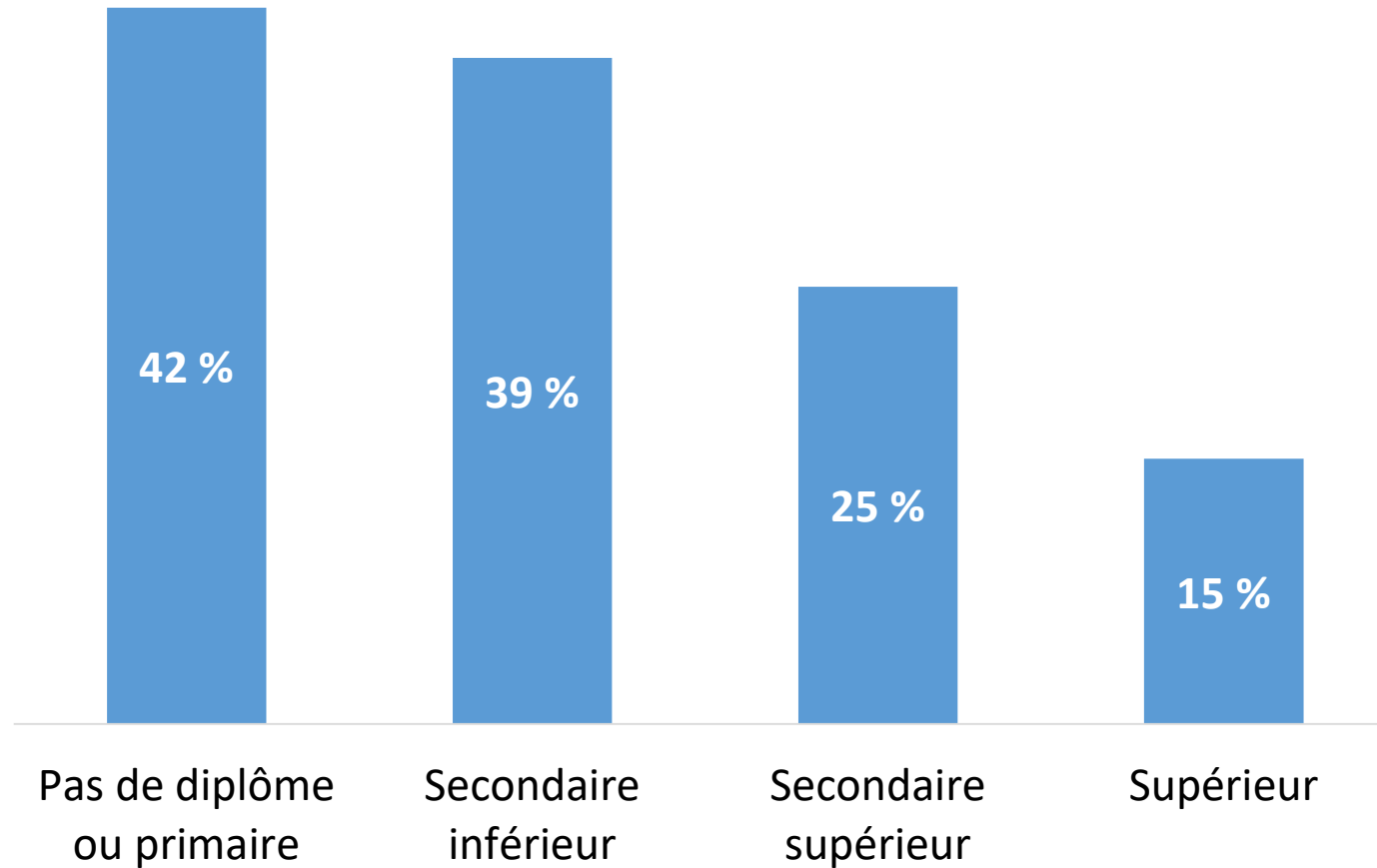


Répartition de la population (25-64 ans) par niveau de diplôme, 2018



Des inégalités dans tous les domaines de la vie: l'exemple de la santé

Proportion de Bruxellois* de 15 ans et plus qui ne s'estiment pas en bonne santé, 2018

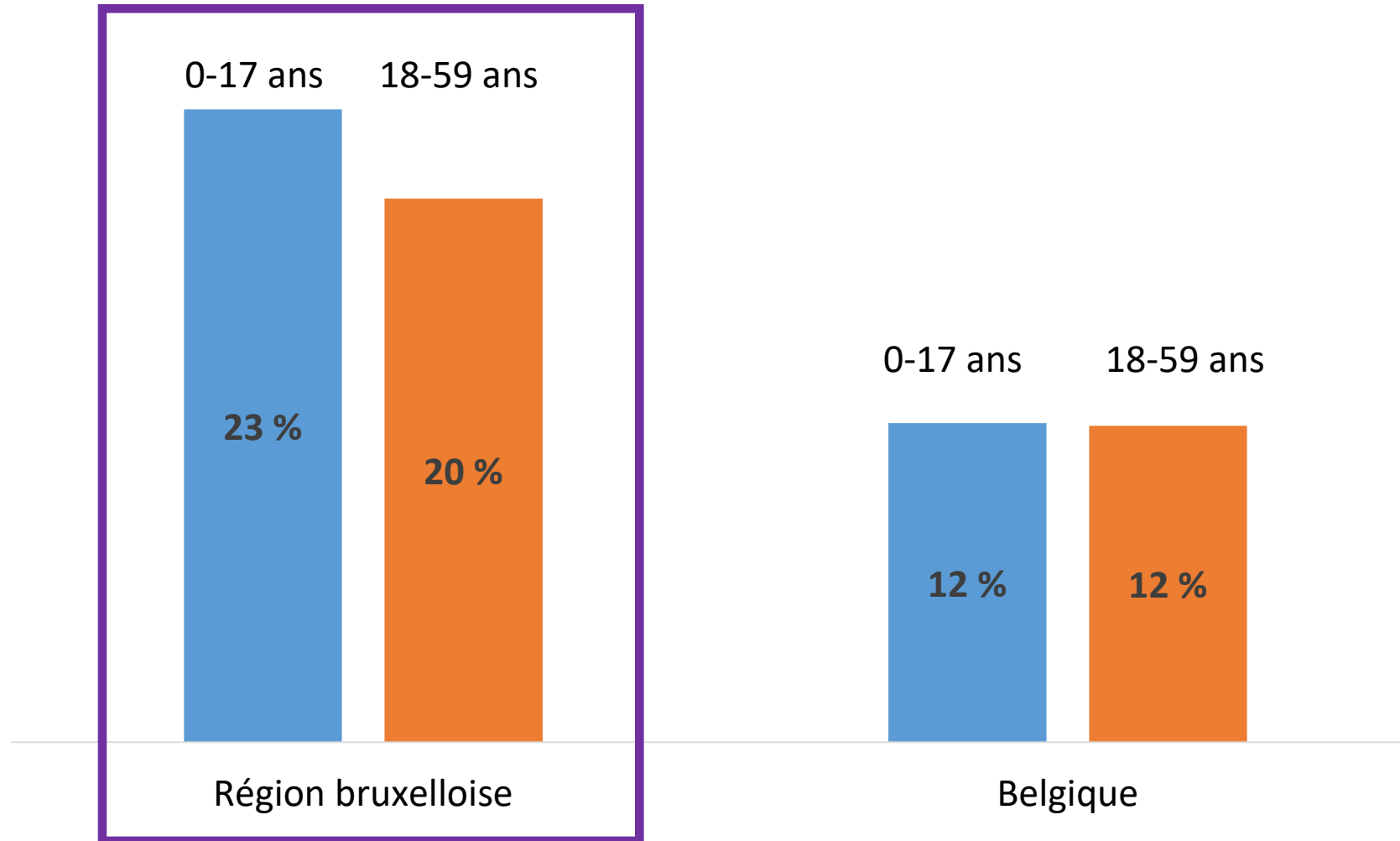


*Standardisé pour l'âge et le sexe (population de référence belge 2018)

Source: Sciensano, Enquête de santé 2018

Des emplois peu accessibles pour les Bruxellois

Pourcentage de la population vivant dans un ménage sans emploi rémunéré, 2018



Allocations minimales sous le seuil de risque de pauvreté

Seuil de risque de pauvreté et montant des allocations minimales (en € par mois) en Belgique au 01/07/2019

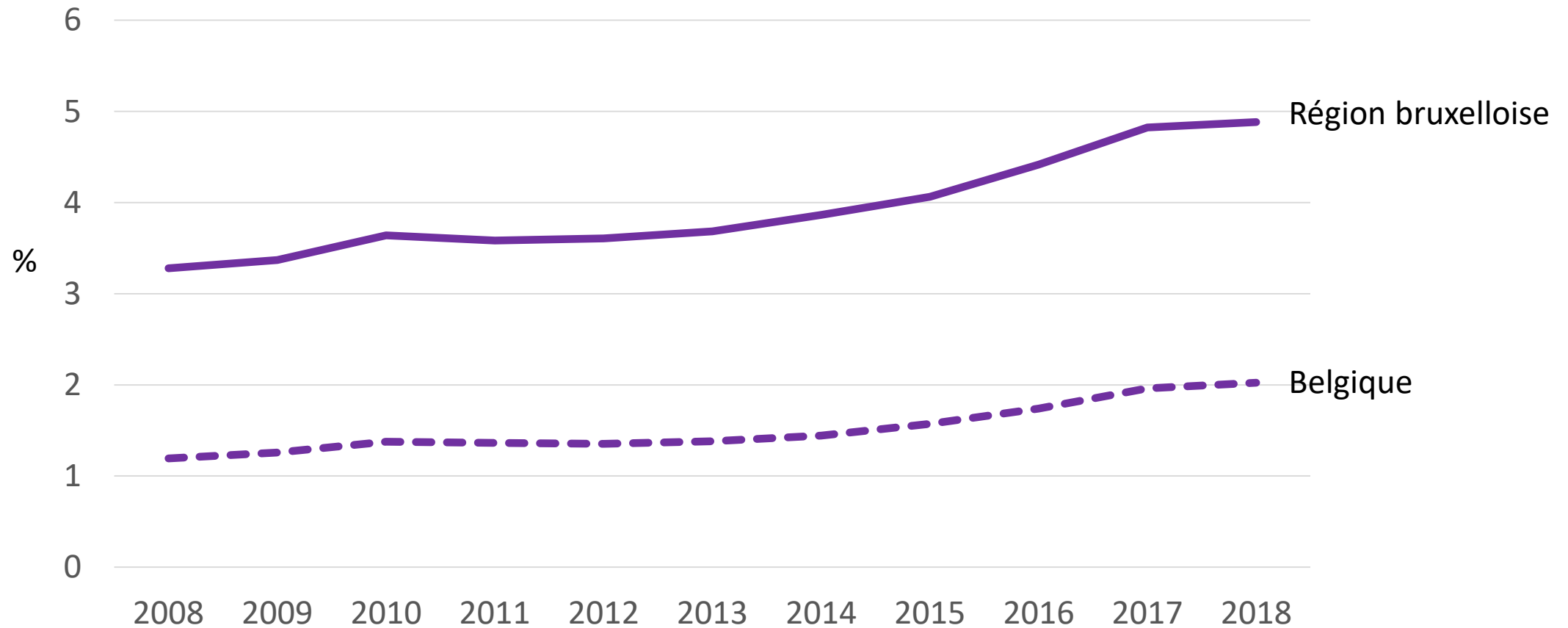
	Isolé	Couple avec 2 enfants*	
Seuil de risque de pauvreté (EU-SILC 2019, revenus 2018)	1 187 €	2 572 €	
		montant	avec prestations familiales garanties
Revenu d'intégration sociale (CPAS)	929 €	1 255 €	1 612 €
Allocation d'insertion (ONEM)	932 €	1 282 €	1 639 €
Allocation de chômage minimum	1 078 €	1 316 €	1 673 €
Allocation maximum de remplacement de revenus pour personne handicapée	929 €	1 255 €	1 612 €
Indemnités d'invalidité	1 266 €	1 582 €	1 939 €
Garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA)	1 122 €	1 496 €	1 853 €

*Dans le tableau, les montants présentés pour ce ménage correspondent à une situation où le partenaire de la personne avec charge de famille ne perçoit pas de revenu

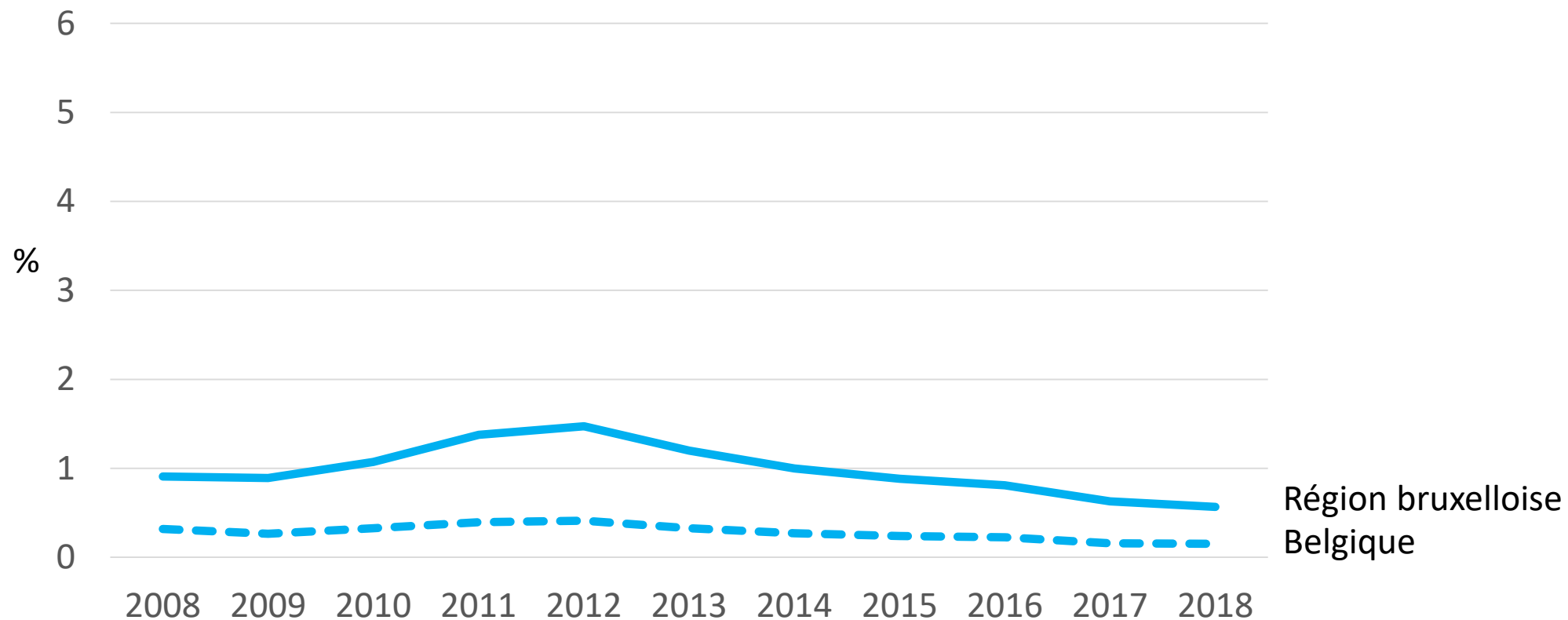
Source: SPP Intégration Sociale, ONEM, SPF Sécurité sociale, INAMI, Service fédéral des Pensions

Un besoin accru d'aide sociale: augmentation de la proportion des RIS

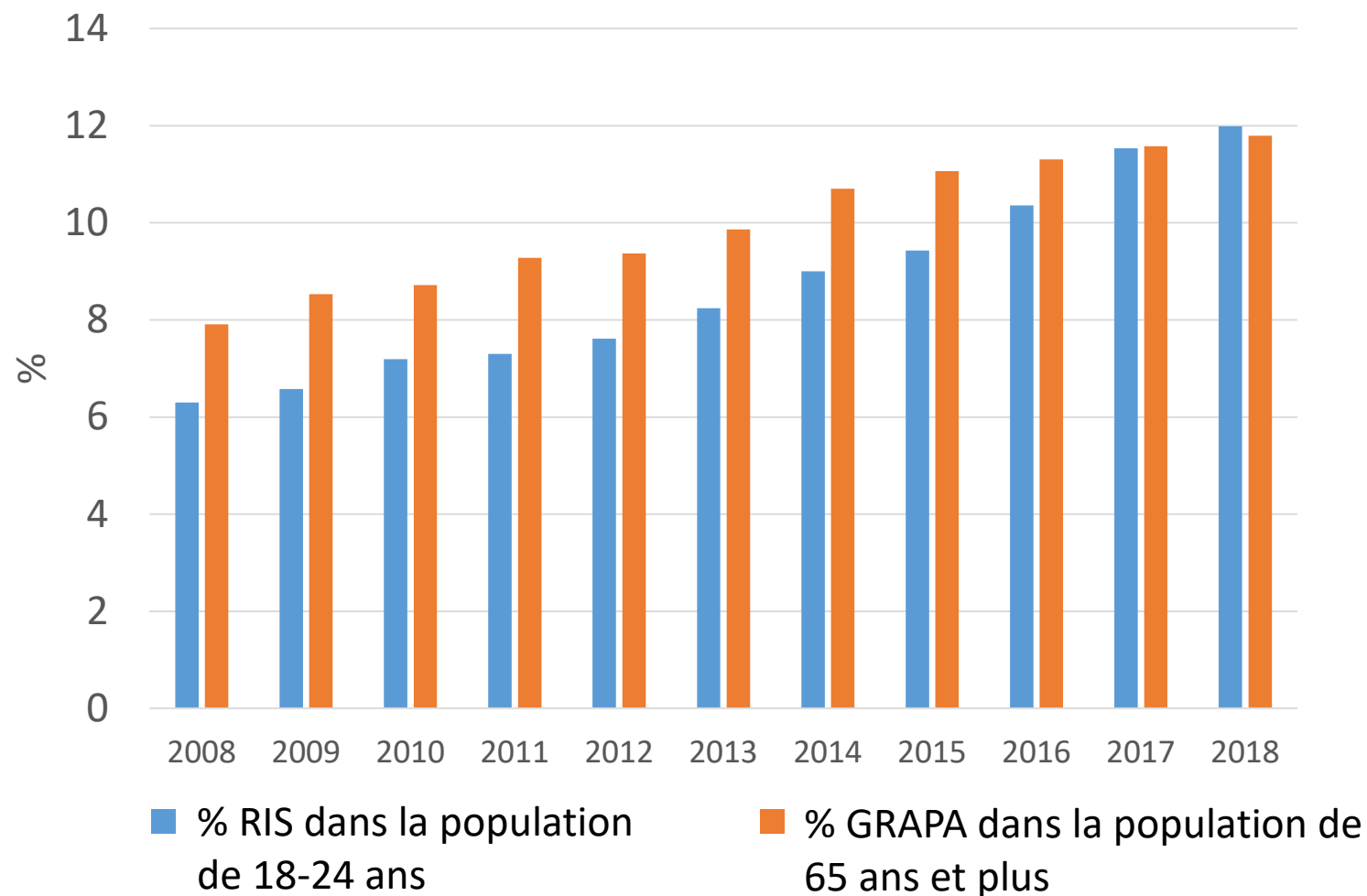
Proportion de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS) dans la population (18-64 ans), janvier 2008-2018



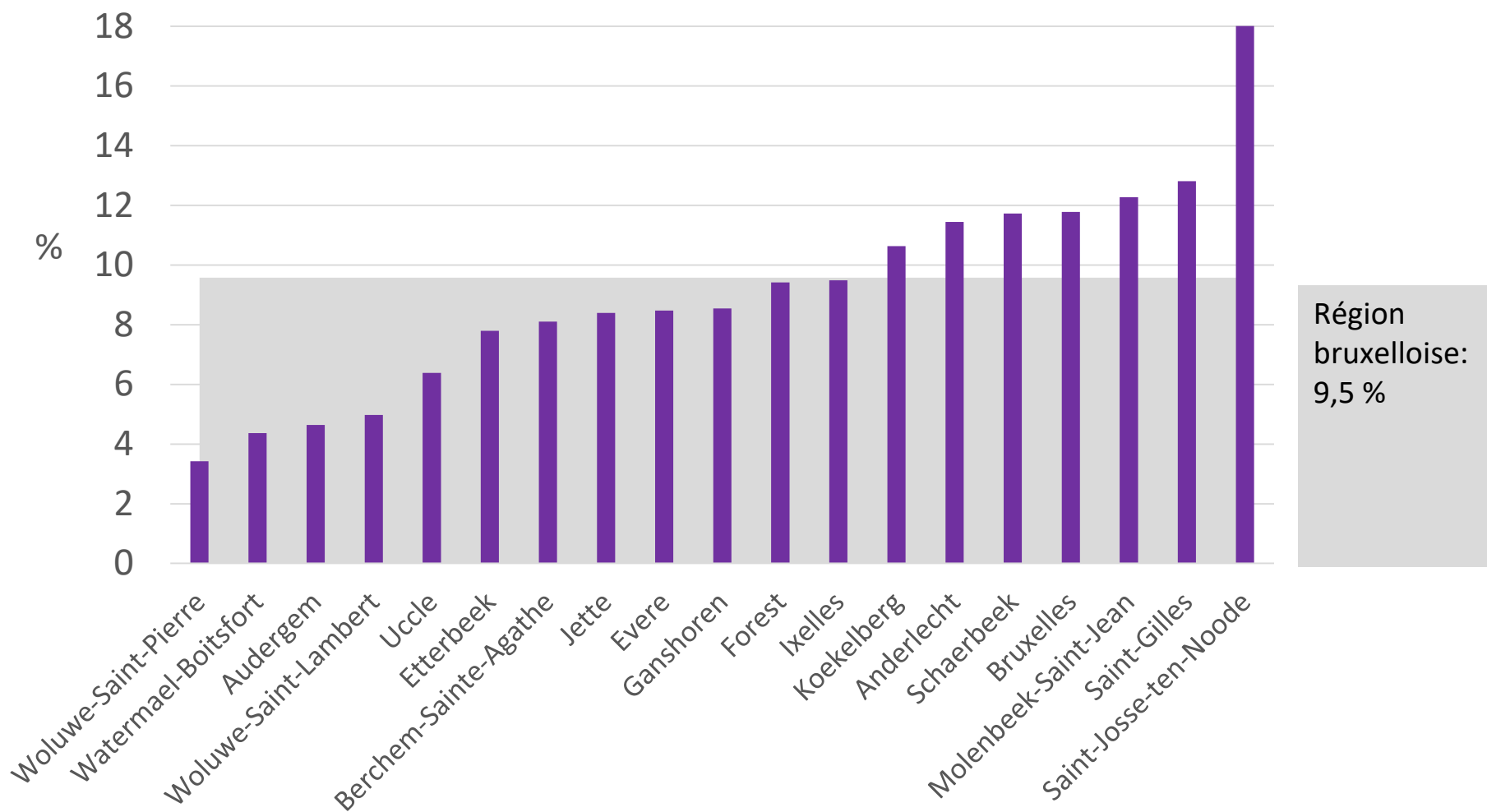
Proportion de bénéficiaires de l'équivalent au revenu d'intégration sociale dans la population (18-64 ans), janvier 2008-2018



Proportion de jeunes percevant le RIS et proportion de personnes âgées percevant la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA), janvier 2008-2018

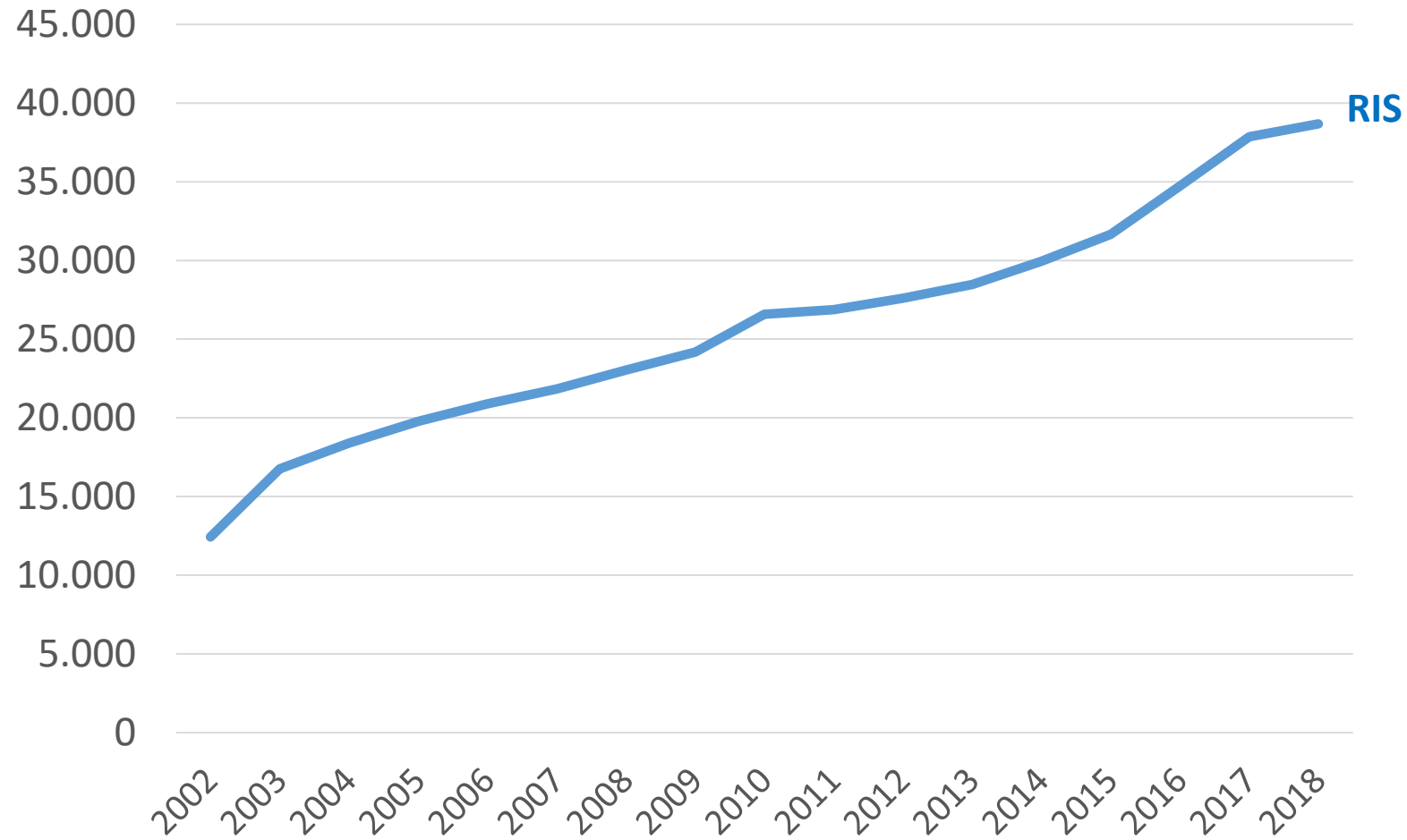


Part d'emprunteurs avec au moins un crédit défaillant non régularisé, 2018



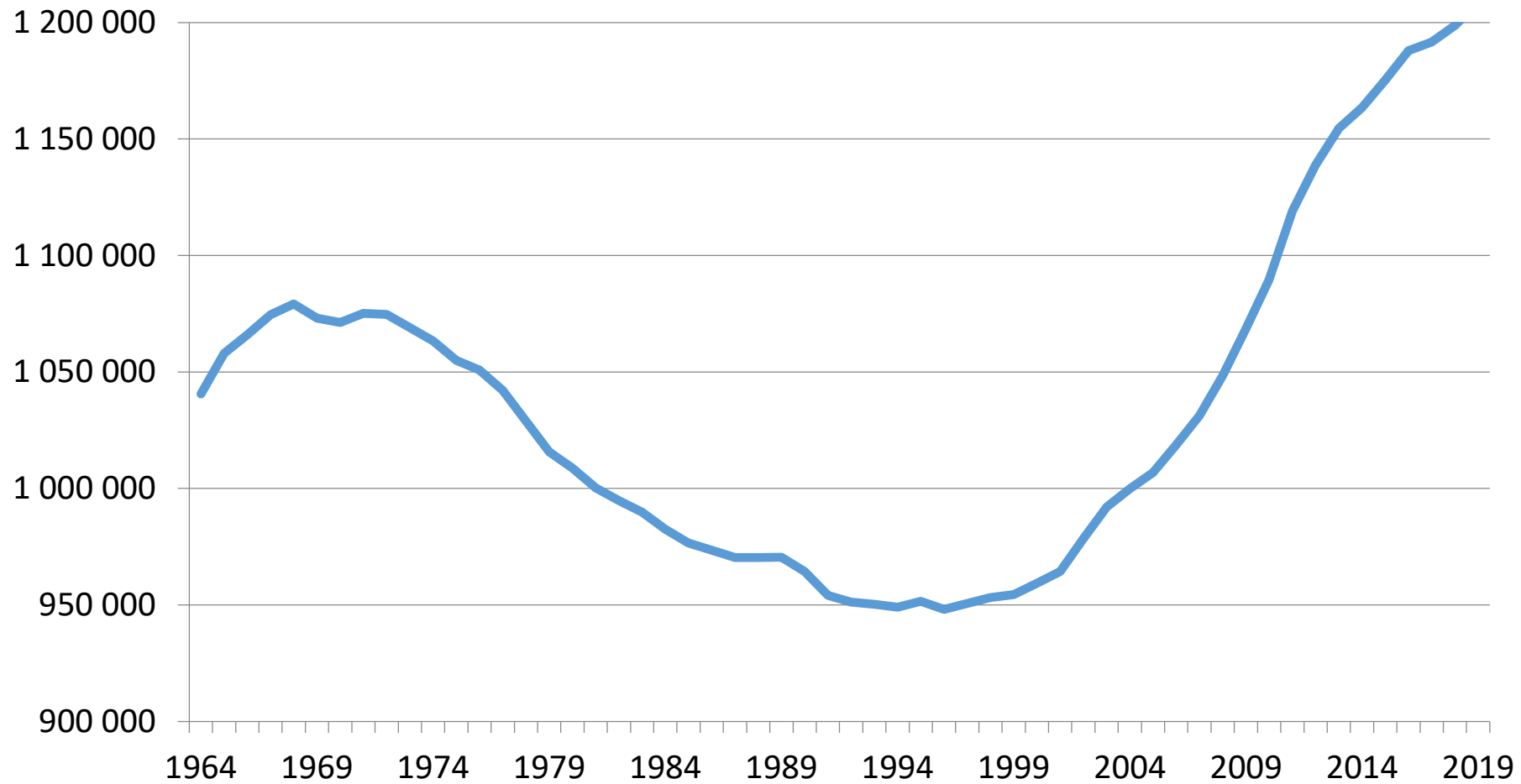
En nombre absolu, une augmentation importante de la population en situation de pauvreté

Nombre total de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS), Région bruxelloise, janvier 2002-2018



Croissance importante de la population totale

Evolution de la population officielle en Région bruxelloise, 1964-2019





Précarités, mal-logement et expulsions domiciliaires en Région bruxelloise

Rapport bruxellois sur
l'état de la pauvreté 2018



CONTEXTE: L'ACCÈS AU LOGEMENT EN RÉGION BRUXELLOISE

Un besoin de logements croissant en Région bruxelloise

Nombre de ménages et de logements et différence relative, 2017

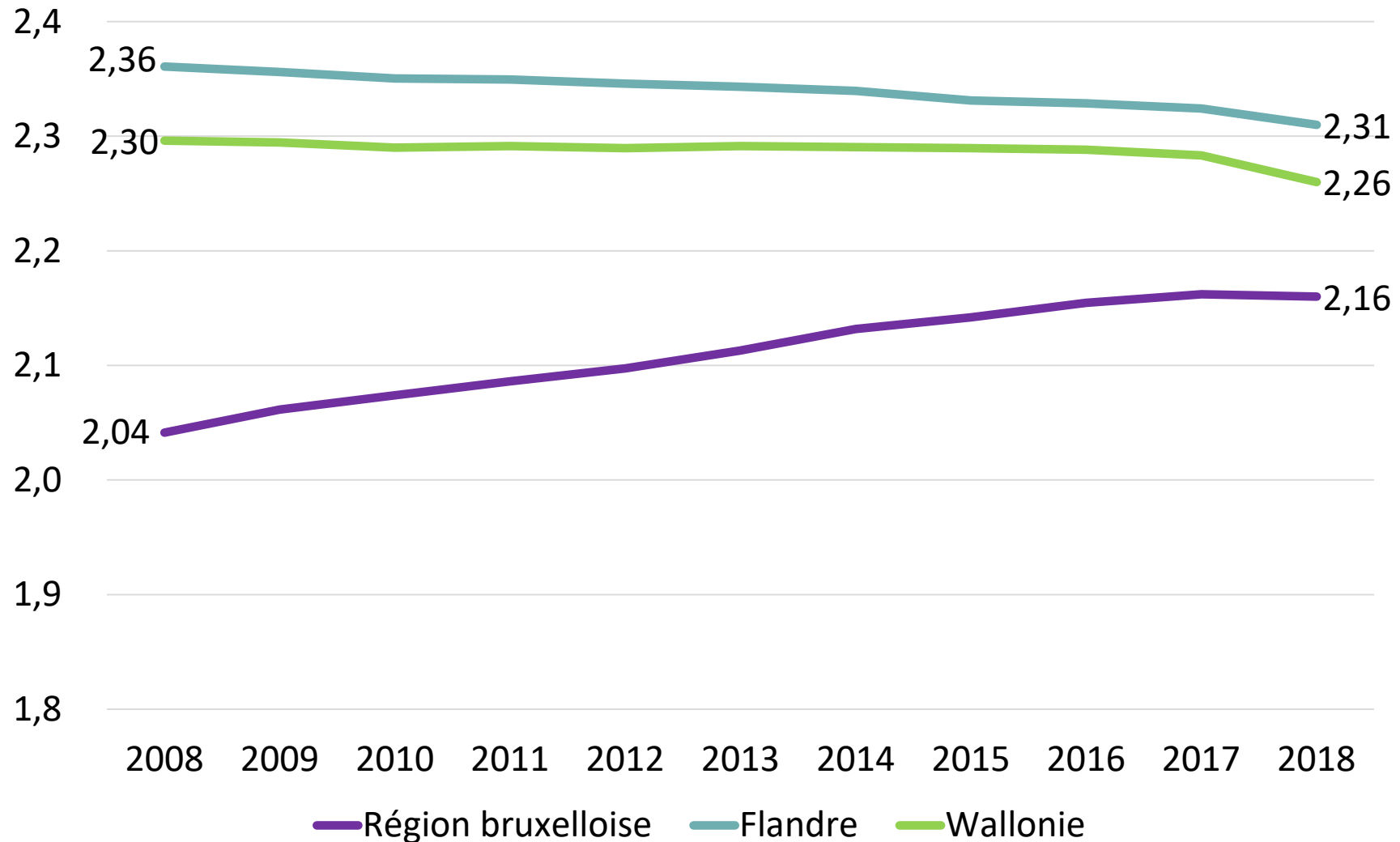
	Ménages	Logements	Différence relative
Région bruxelloise	545 145	573 276	5 %
Région flamande	2 769 259	3 146 566	14 %
Région wallonne	1 563 401	1 689 075	8 %

Source: IBSA, calculs OSS

- Qualité des statistiques
- Logements vides!
- Ces dernières années: augmentation plus rapide du nombre de ménages que de logements seulement en Région bruxelloise

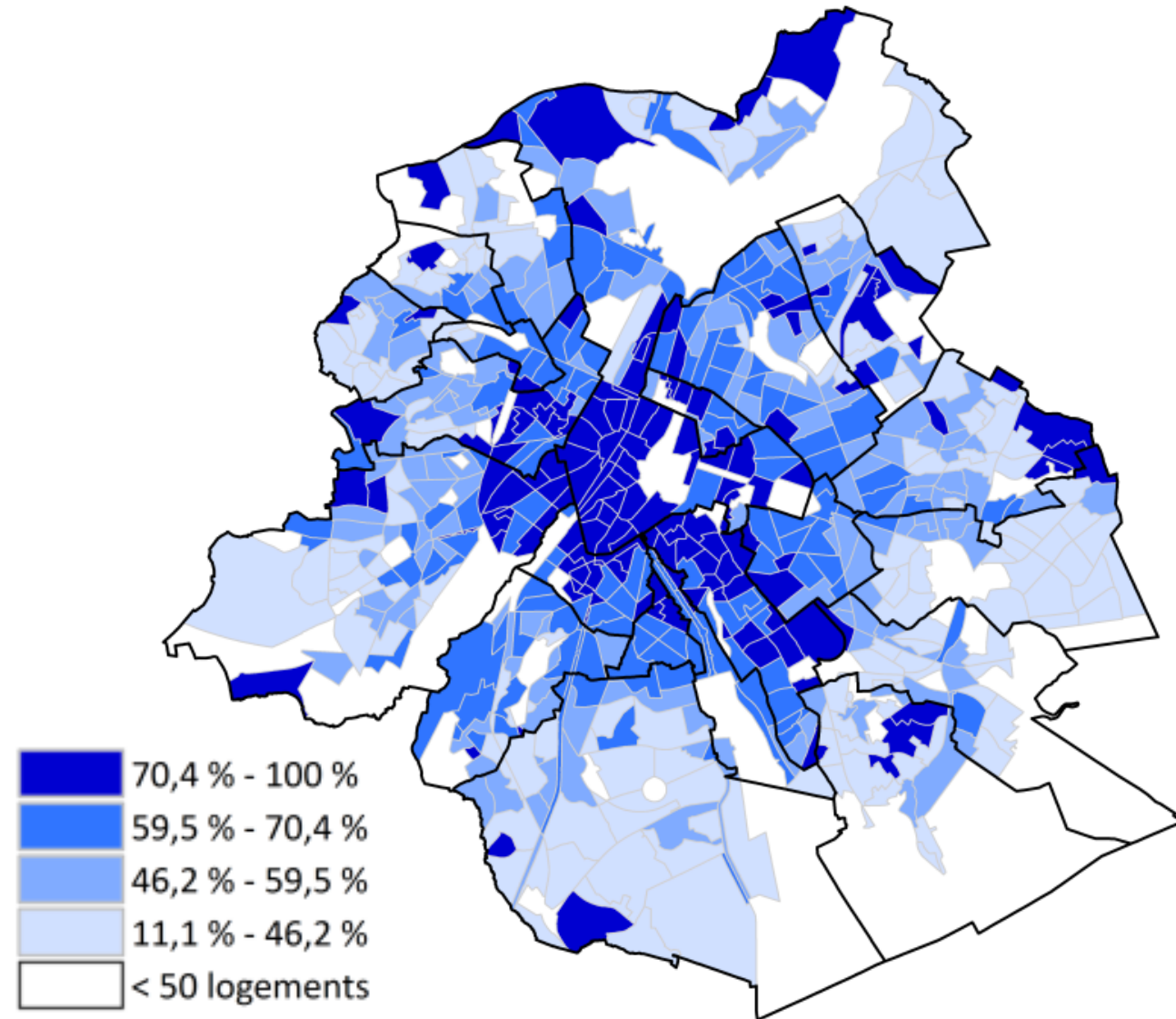
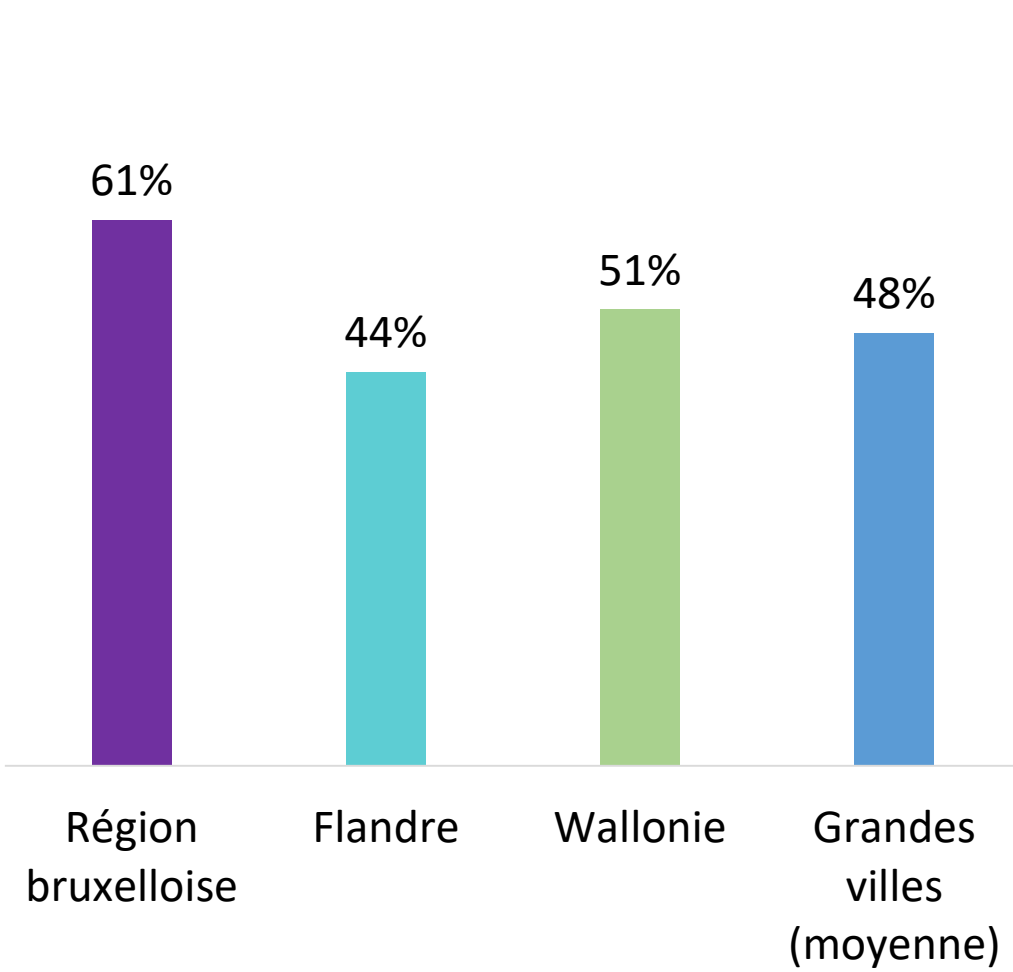
Elargissement de la taille des ménages en Région bruxelloise

Taille moyenne des ménages privés



Une proportion importante de locataires... inégalement répartis

Pourcentage de logements loués, 2011



Corniche verte à Woluwe-St-Pierre

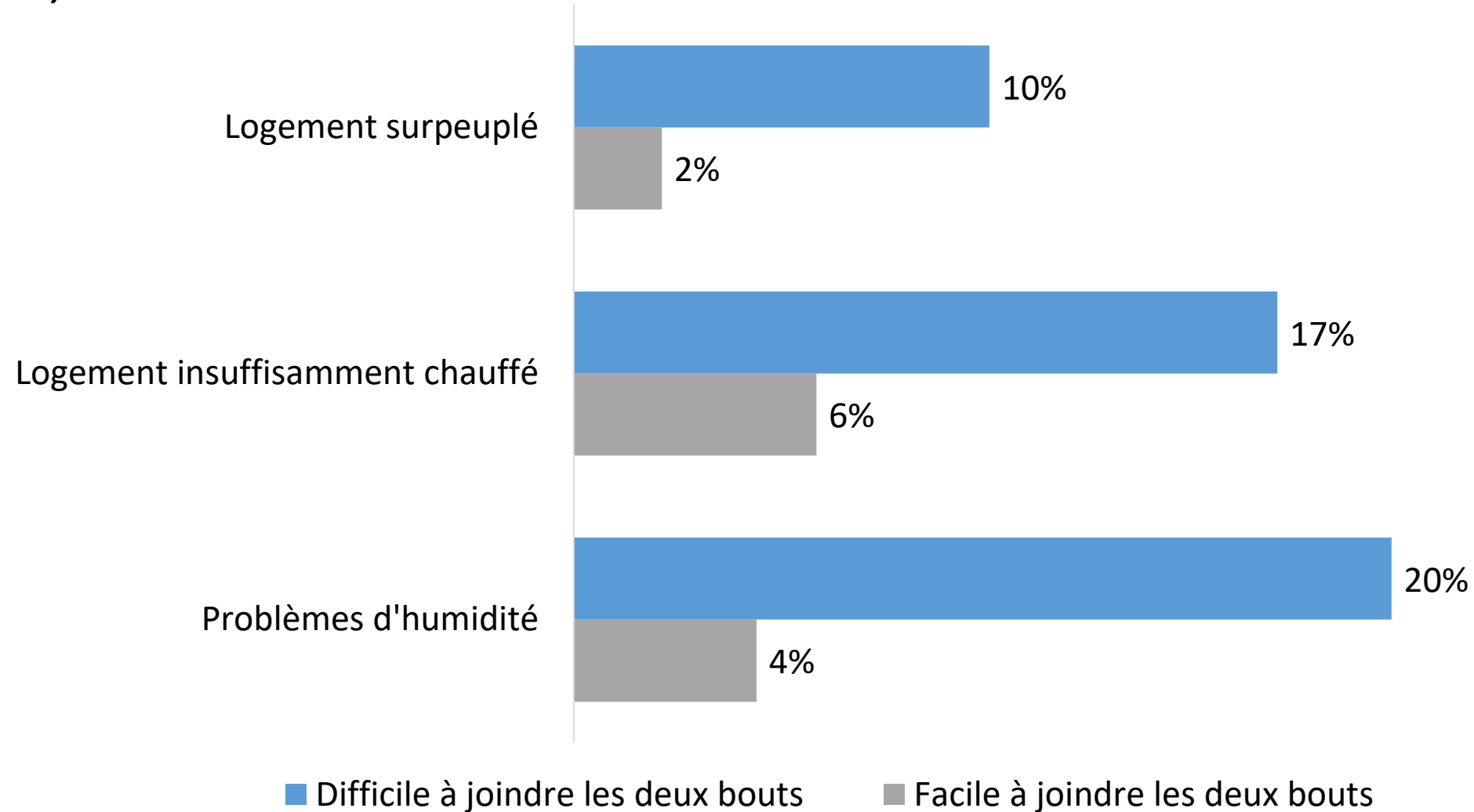


Gare de l'ouest à Molenbeek-St-Jean



Inégalités dans l'accès à un logement de qualité

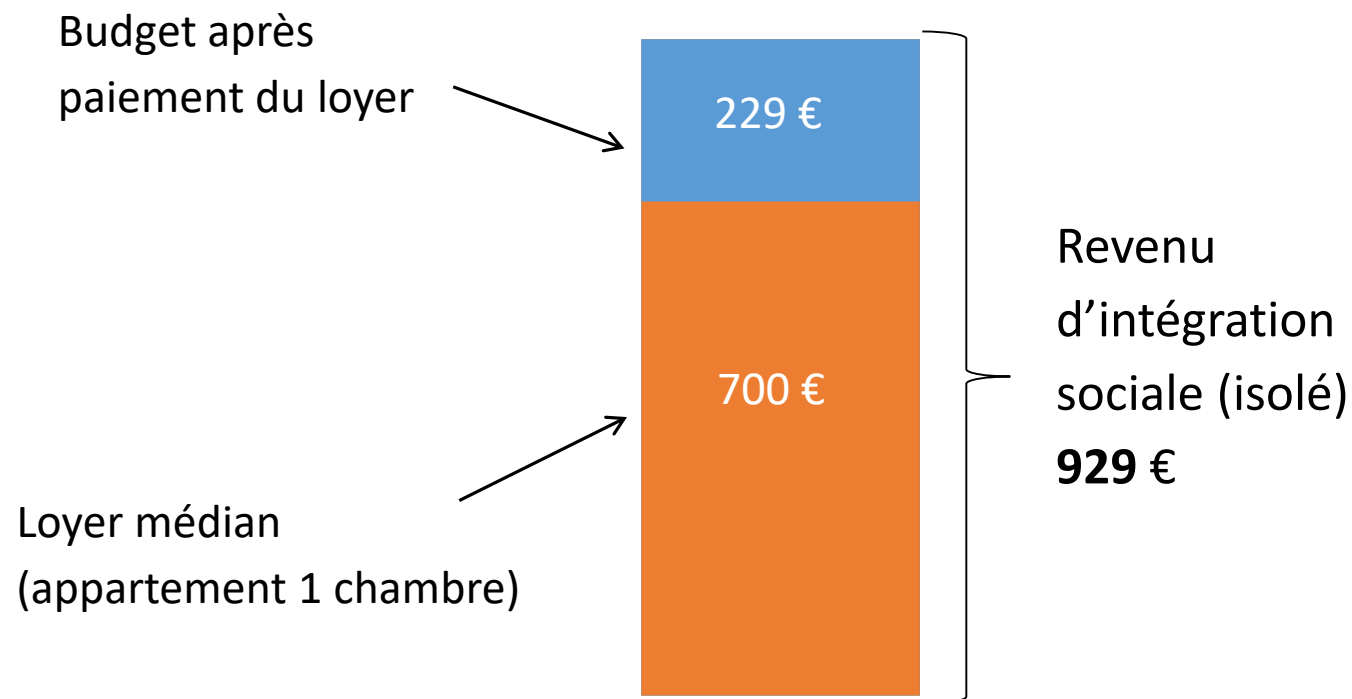
Part des ménages rapportant des problèmes de qualité de leur logement selon leur capacité financière, Région bruxelloise, 2013



Un marché locatif privé peu accessible

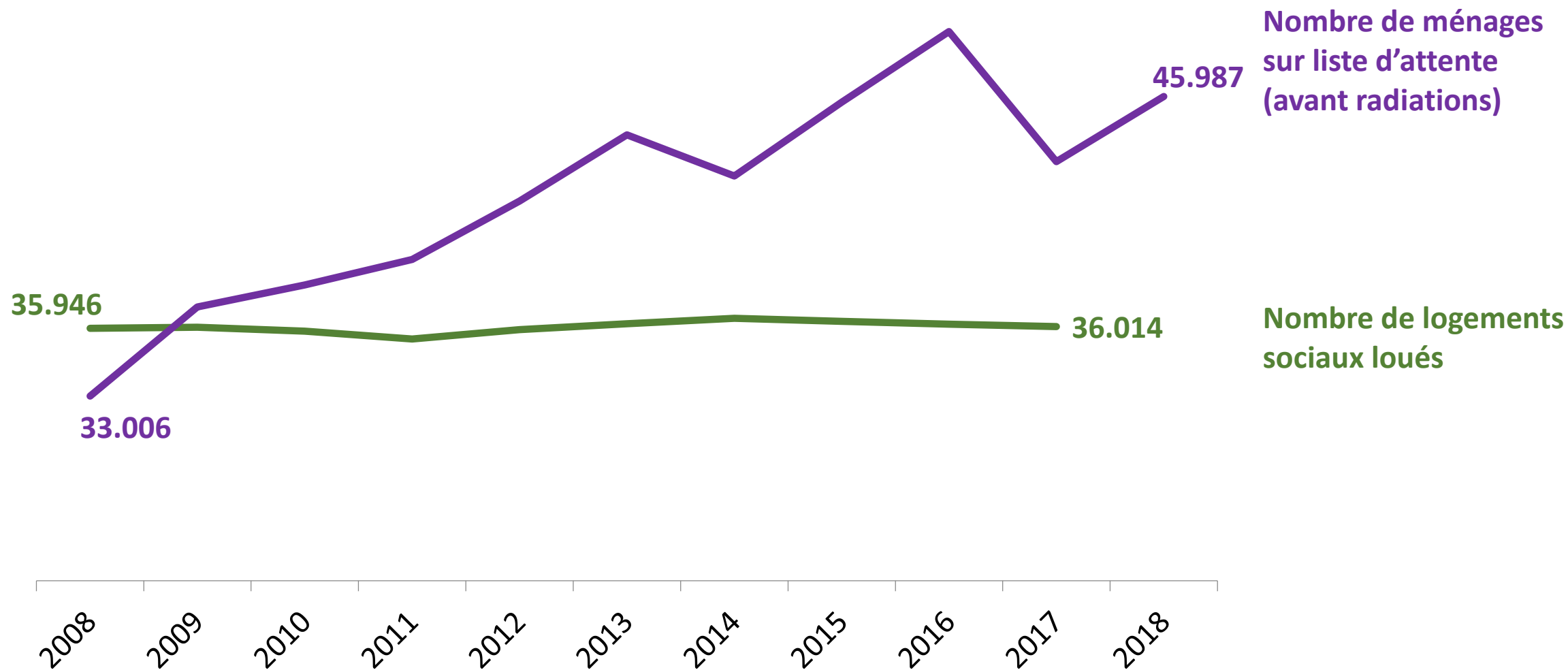
- Entre 2004 et 2018, le loyer médian a augmenté de 24 % sans compter l'inflation!

→ Une part dans le budget souvent intenable



Une demande croissante et non satisfaite pour un logement social

Nombre de ménages sur liste d'attente et nombre de logements sociaux, Région bruxelloise



Des choix souvent contraints pour les locataires

- 11% des locataires ont quitté leur logement précédent dans un cadre qualifié de « départ forcé »; 27% parmi les pensionnés isolés!
- Cohabitation, colocations en augmentation (11% des logements loués, 18% parmi les « nouvellement emménagés »)
- Quitter la Région bruxelloise
→ un tiers des personnes quittant la Région pour habiter ailleurs en Belgique appartiennent aux catégories de revenus les plus bas (De Laet, 2018)

LES EXPULSIONS EN RÉGION BRUXELLOISE

ASPECTS LÉGISLATIFS

- **Droit international**
 - conditions strictes pour les expulsions pas toujours reprises dans le droit belge
- **Code judiciaire (fédéral)**
 - Expulsions exécutées par les pouvoirs publics
 - Loi dite d' « humanisation des expulsions »
- **Code bruxellois du logement**
 - l'essentiel de la législation en matière de bail
 - normes de qualité et de salubrité des logements

3 types d'expulsions: judiciaires, administratives, illégales

1. Judiciaires

- Fréquentes
- Justice de paix
- Différentes procédures, degré variable de protection pour le locataire:
 - o SISP
 - o bailleur privé avec contrat de bail
 - o convention d'occupation précaire
 - o occupation sans titre ni droit (! loi anti-squat de 2017)

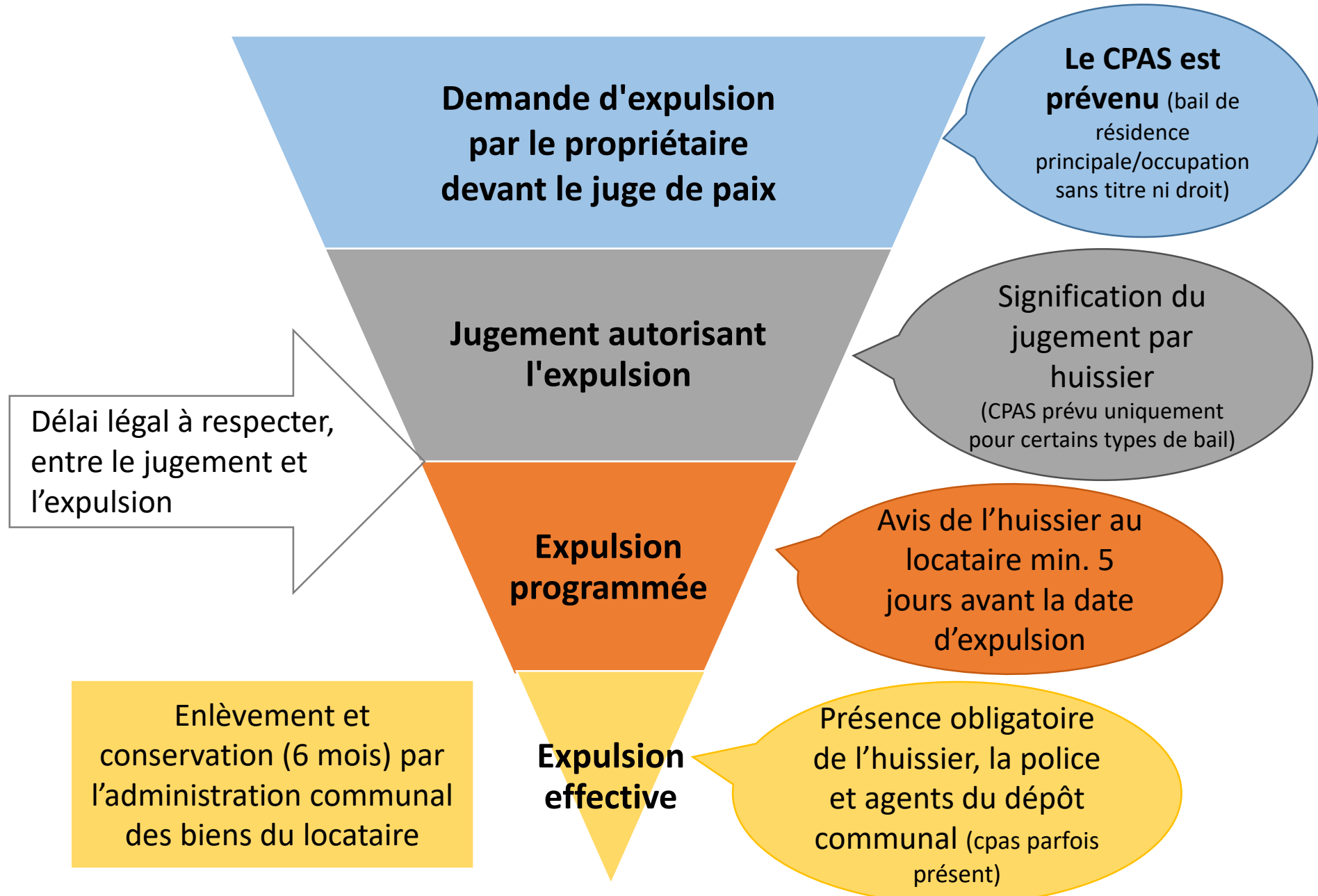
2. Administratives

- Moins fréquentes en Région bruxelloise
- Décision des autorités communales en cas d'insalubrité:
 - o Initiative communale
 - o Mise en application d'une décision de la DIRL

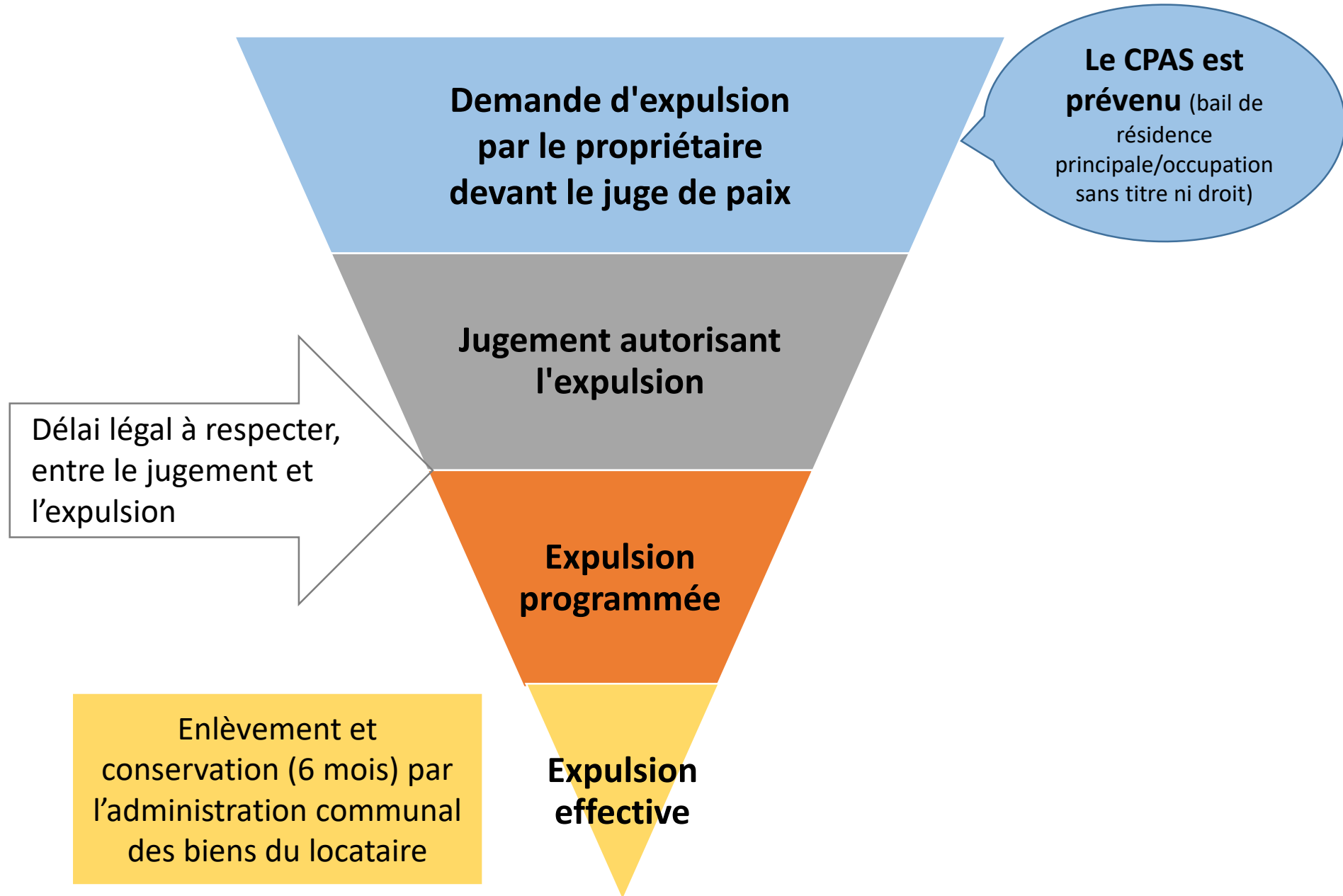
3. Illégales

- Certainement très fréquentes
- En dehors de tout cadre légal/formel
- Ex. bailleur procède lui-même à l'expulsion, changement de serrure, menaces, faux préavis, coupure du gaz, ...

Expulsion judiciaire: différentes étapes



Loi dite d'« humanisation des expulsions »... des protections suffisantes?



COMBIEN D'EXPULSIONS EN RÉGION
BRUXELLOISE?

Absence de statistiques officielles

- Pas de base de données centralisées, systématiques, exhaustives et validées sur ce phénomène
→ **invisibilité!**
- Trois acteurs à la source des données:
 - Justices de paix, via le SPF Justice (demandes et jugements d'expulsions)
→ Pas encore disponible
 - Huissiers, via les Chambres (expulsions organisées et effectives)
 - Communes (expulsions administratives)

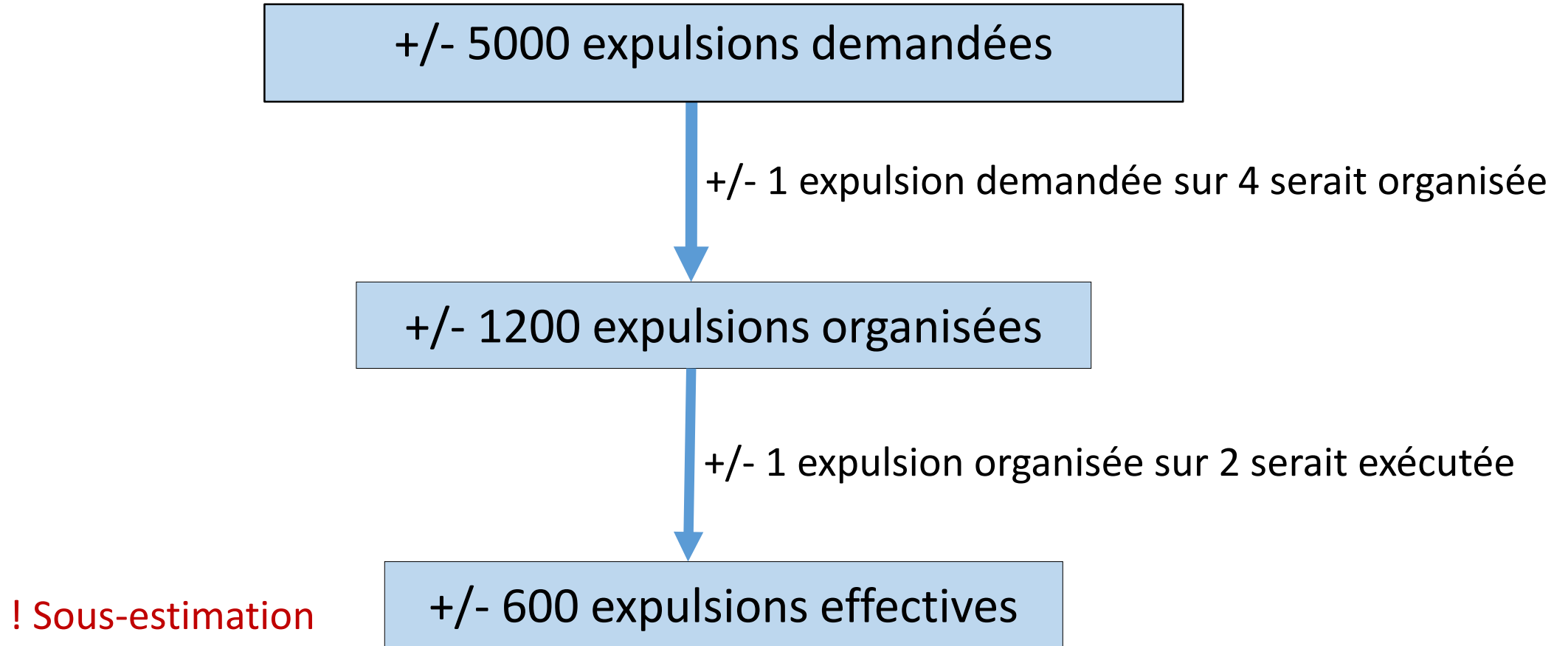
! Expulsions illégales

Expulsions judiciaires: prudence avec les chiffres!

- Pas encore de données auprès du SPF Justice
 - Démarches auprès d'un grand nombre d'acteurs (voir rapport)
- Demandes d'expulsion judiciaire: l'enquête auprès des 19 CPAS s'est avérée la plus exhaustive
 - Mais: pas toujours d'encodage, diverses méthodes de comptabilisation, ...
- Expulsions effectives: Chambre des huissiers de l'arrondissement de Bruxelles
 - Mais: sous-estimation

→ Prudence dans l'interprétation des chiffres

Approximation du nombre d'expulsions judiciaires en Région bruxelloise, 2017



Source : Enquête auprès des CPAS bruxellois (demandes d'expulsions) et Chambre des huissiers de l'arrondissement de Bruxelles (expulsions effectives), complété par d'autres sources parcellaires. Il faut garder à l'esprit que ces données sont à interpréter **avec grande prudence**: en l'absence de statistiques officielles sur les expulsions au moment de la rédaction de ce rapport, il s'agit d'un ordre de grandeur approximatif basé sur des données incomplètes.

Expulsions administratives: probablement plutôt rares

- Peu de données
- Différences de pratiques selon les communes
- DIRL, 2018:
 - 575 plaintes, proportionnellement plus dans les communes où la pauvreté est importante
 - 161 interdictions immédiates, 110 après revisite et 26 pour refus d'accès du bailleur
- Relativement peu d'expulsions de ménages sur base d'un arrêté d'inhabitabilité ou d'exécution d'une décision de la DIRL

À retenir...

- Absence de statistiques et invisibilité
→ nécessité de mise en place d'un appareil statistique adapté
- Ordres de grandeur témoignent que l'ampleur du phénomène des expulsions judiciaires est loin d'être négligeable
- Derrière les chiffres, drames humains aux multiples conséquences

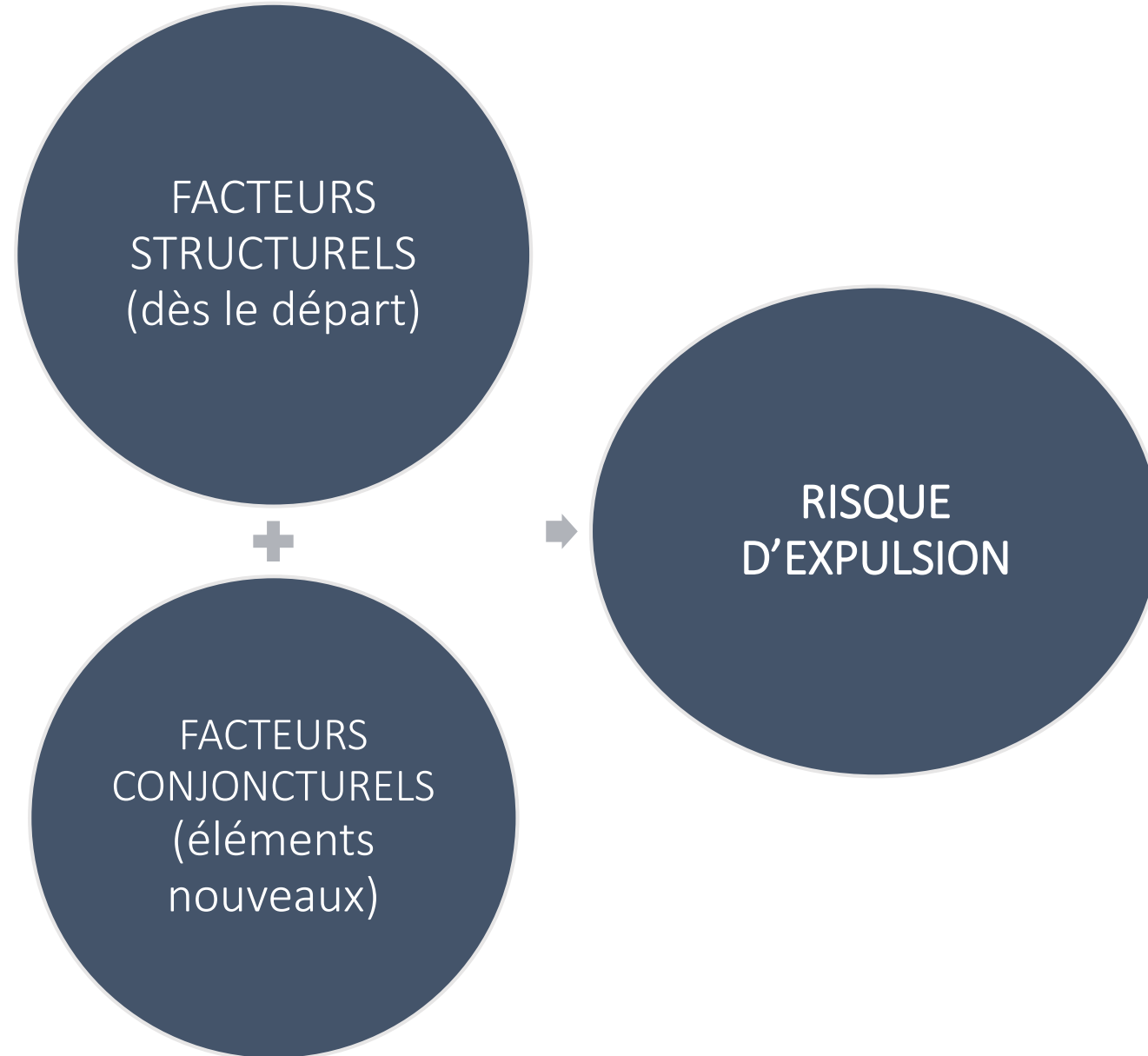
MÉTHODOLOGIE QUALITATIVE

Un panel de 88 répondants

- 19 personnes qui ont **vécu une expulsion de leur logement, un départ forcé ou ont été confrontées à un risque d'expulsion**
- **69 intervenants professionnels**
 - L'aide aux personnes avant, pendant ou après l'expulsion : assistants sociaux, associations, CPAS, unions de locataires, services logement, services d'habitat accompagné, maisons d'accueil, centres d'hébergement d'urgence ...
 - La décision d'expulsion : juges de paix
 - La défense de l'une des deux parties, soit des locataires soit des propriétaires : avocats, syndicats des locataires ou des propriétaires
 - L'exécution de la décision d'expulsion : huissiers de justice et policiers

AVANT L'EXPULSION: LES FACTEURS DÉCLENCHEURS

Une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels



Une situation de logement problématique dès le départ

Propriétaire (bailleur)

- Conditions de bail ou d'occupation non réglementaires
- Logement insalubre ou en mauvais état
- Logement inadapté
- Mauvaise gestion du bien

Locataires (occupants)

- Non-paiement du loyer et/ou des charges
- Dégradation du logement
- Troubles du voisinage
- Occupation sans titre ni droit
- Non-respect des obligations contractuelles

Propriétaire (bailleur)

- Changement des conditions du bail : augmentation du loyer; exigence de paiement en liquide
- Volonté d'occupation du bien
- Changement de propriétaire
- Volonté de changement de locataire
- Réalisation d'importants travaux de rénovation

Locataires (occupants)

- Non-paiement du loyer et/ou des charges
- Refus des termes du nouveau bail – légaux ou illégaux
- Refus de changement des conditions du bail (illégaux)
- Occupation illégale
- Dépôt d'une plainte pour insalubrité
- Non-occupation du logement ou changement de composition du ménage sans accord (logement social)
- Non-respect des obligations contractuelles

Le récit de Jozef: des facteurs structurels et conjoncturels ont abouti à la procédure d'expulsion

Jozef est marié et père de 4 enfants. Il vit en Belgique depuis de nombreuses années.

Avant d'être menacé d'expulsion, il vivait dans un appartement en très mauvais état :

«problèmes d'humidité, de chauffage, de tout ...»

Jozef a à plusieurs reprises tenté le dialogue avec son propriétaire pour qu'il règle cette situation, en vain : *«J'ai parlé au propriétaire mais il ne venait pas. Et il n'y avait pas de travaux. Rien.»*

Jozef n'en est pas resté là : *«Je suis allé à l'inspection du logement (...) l'inspection est venue à l'appartement, elle a pris des photos, elle a prié le propriétaire de faire les travaux ...»*

La DIRL lui a donné raison et a enjoint le propriétaire à réaliser d'importants travaux. Celui-ci n'a pas obtempéré ; il a plutôt 'joué la montre' : *« ... le propriétaire n'en a rien fait, il n'a rien fait. Le propriétaire a attendu que le contrat se termine. Il restait un an pour qu'il se termine le contrat de 5 ans.»*

Et puis, l'annonce est tombée : *«Après le propriétaire en a profité pour (...) 6 mois avant la fin du contrat, il a envoyé un préavis (...) Dans le préavis, il était écrit qu'il y en avait pour 21 000 euros de travaux.»*

DU RISQUE D'EXPULSION À
L'EXPULSION EFFECTIVE: FACTEURS
D'ESCALADE & DE DÉSESCALADE

Mais l'expérience du risque peut déjà **affecter** les personnes concernées

RÉCIT DE NELLA

La conséquence de tout ça est que maintenant je suis une femme seule avec un enfant à charge, ça posait beaucoup de conséquences, psychologiquement je ne suis pas bien, d'ailleurs des fois j'ai des angoisses je ne dors pas la nuit parce que quand tu subis de telles pressions tu ne restes plus la même.

Ça fait quelque chose en toi donc tu n'as plus confiance même si on te la donne, tu n'as plus vraiment confiance.

L'expulsion évitée, mais rarement sans un départ forcé

RISQUE D'EXPULSION

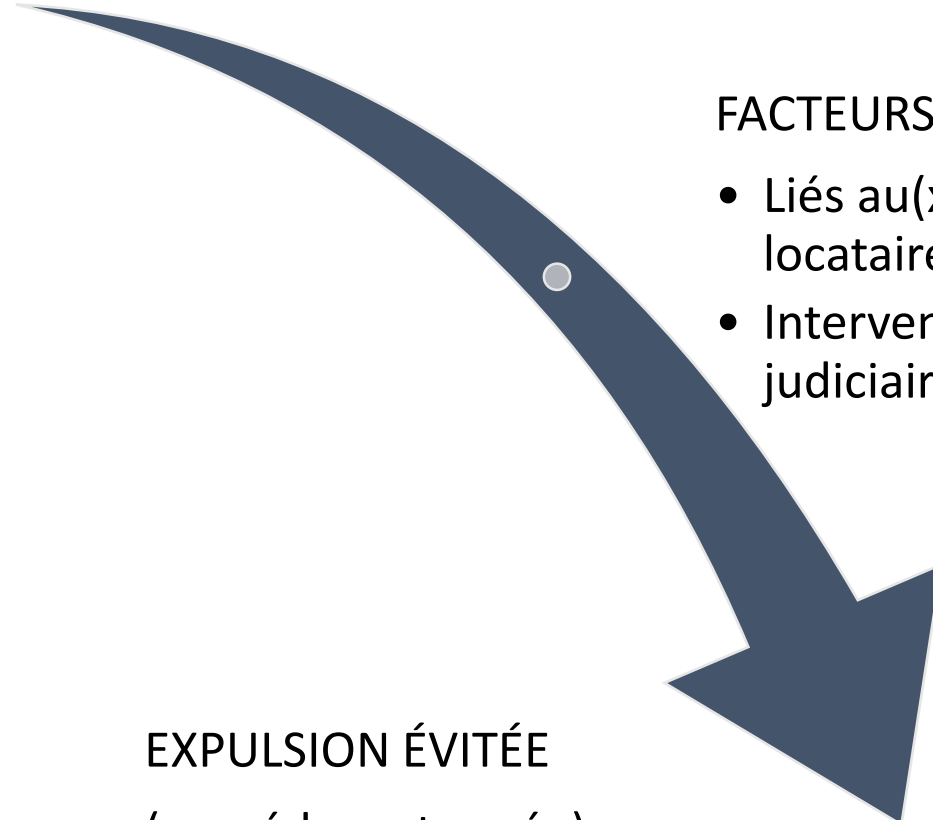
FACTEURS DE DÉSESCALADE

- Liés au(x) locataire(s)/occupant(s)
- Intervenants sociaux et judiciaires

EXPULSION ÉVITÉE

(procédure stoppée)

- Maintien dans le logement
- Départ forcé



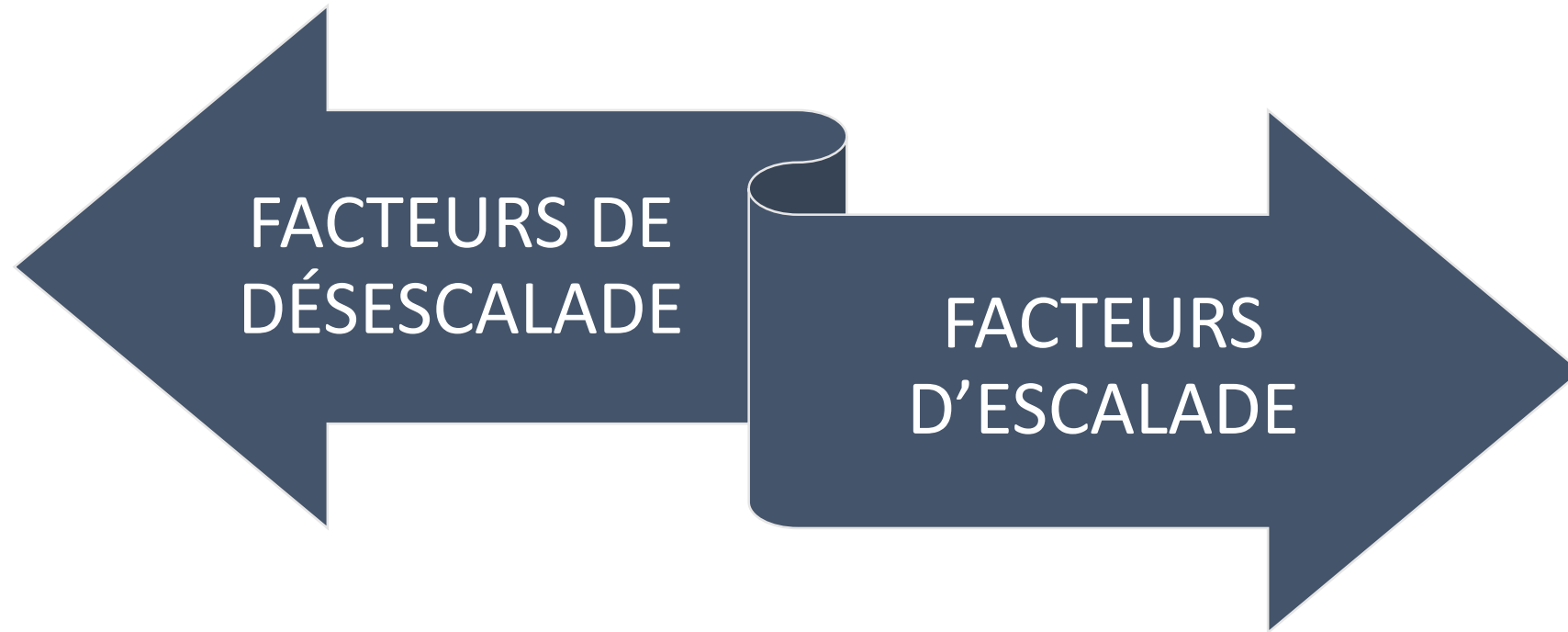
Locataires (occupants)

- Recherche d'une conciliation/ accord avec le bailleur
- Participation à la procédure judiciaire
- Recours aux services sociaux et d'aide juridique

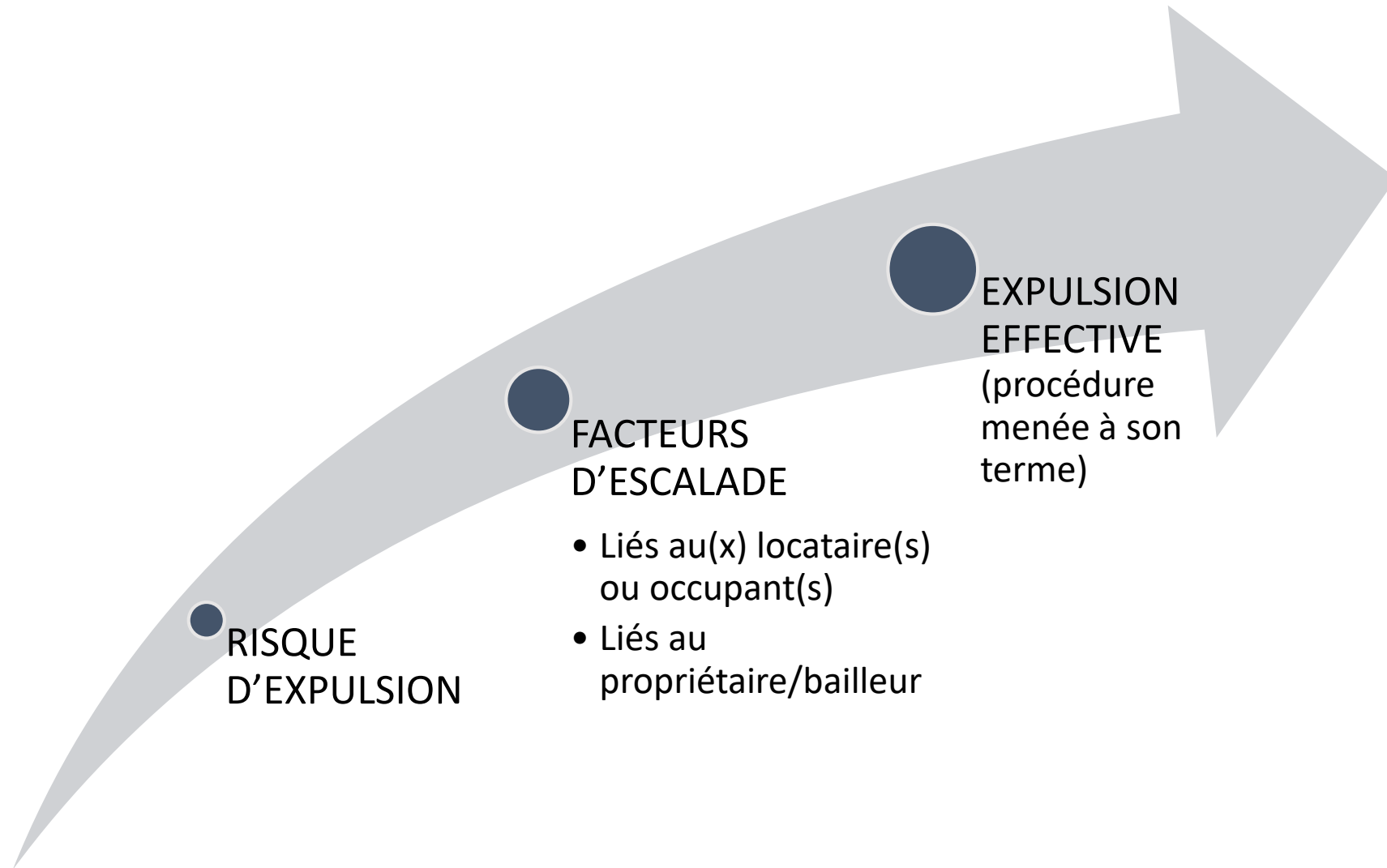
Intervenants sociaux et judiciaires

- Bonne information des personnes en situation de risque d'expulsion
- Démarches proactives vers les personnes en situation de risque d'expulsion
- Incitation à la participation des personnes à la procédure légale
- Aide à la conciliation et la médiation
- Aide effective et adéquate au relogement
- Attention aux facteurs de précarité des personnes en risque d'expulsion

Les facteurs de désescalade en tension avec les facteurs d'escalade



Le creux avant le déferlement de l'expulsion effective



Locataires (occupants)

- Non-accès à l'information
- Non-participation à la procédure judiciaire
- Non-réaction
- Non-recours aux services sociaux, d'aide juridique et/ou au logement
- Réaction trop tardive pour demander de l'aide au CPAS

Intervenants sociaux et judiciaires

- Mauvaise information des personnes en situation de risque d'expulsion
- Non proposition de droits
- Absence d'accompagnement des services sociaux et/ou d'aide juridique des personnes en risque d'expulsion
- Aide non effective ou inadéquate proposée

PENDANT L'EXPULSION: RÉALITÉS &
EXPÉRIENCES VÉCUES

L'expulsion effective: un échec partagé

Une **séquence** formelle **plus ou moins prévisible** affectée par :

- La présence/non des personnes expulsées
- La réaction des intervenants sur place

Mais **quel que soit le type d'expulsion** considérée, légale ou illégale, toutes se rejoignent sur :

- **Brièveté**
- **Violence**

La **présence sur place** des personnes expulsées au moment de l'intervention est donc **toujours problématique**

- Absence de préparation au départ forcé du logement <-> réactions fortes: choc, incrédulité; déni; détresse; contestation...
- Absence de solution de relogement à disposition des personnes expulsées

Le récit de Maï faisant face à des intervenants aux réactions très diverses

La **police** elle vient chez moi avec des **huissiers**, avec un **camion** en bas, elle vient toquer, elle demande que je viens dehors... Elle vient à 8h, à 9h je vais déposer les enfants à l'école, je vais rentrer, directement...

Ils me laissent un quart d'heure pour prendre... des affaires... Mais comment je fais ? J'avais mis des affaires des enfants dans le sac. Mais je peux pas tout prendre. J'avais que deux-trois sacs de vêtements... **L'huissier** il veut pas donner beaucoup, juste un quart d'heure...

J'habitais là-bas depuis dix ans, quinze ans, je payais tout le temps en ordre sans problème... Mais des champignons partout, après de l'eau qui coule. J'ai toujours demandé au **propriétaire** 'Il faut faire des travaux.' Il veut pas. Jamais. Même le chauffe-eau et tout ça, c'est moi qui change, moi-même, c'est mon argent et j'ai jamais récupéré.

Quand **la dame policier** voit ça, elle dit 'Mais c'est pas normal !' Elle parlait avec **monsieur l'huissier** 'Elle habitait un appartement comme ça, mais le propriétaire n'a rien fait comme travaux !'

Mais **l'huissier** il dit 'Je m'en fous, mon travail c'est de venir ici parce que tu n'as pas payé le loyer, c'est ton problème. C'est ta faute.' **Madame le policier** elle dit 'Non Monsieur c'est 50/50. Oui c'est vrai elle n'a pas payé de loyer, ça c'est sa faute mais regardez la maison !' ...

La policière m'a envoyé [au **CPAS**] pour demander une place pour dormir. **L'huissier** a dit 'Voilà tu montres cette preuve que je suis venu aujourd'hui.'

Le récit d'un intervenant faisant face au déni de personnes expulsées

C'était une famille, 2 adultes, 5 enfants... les gosses étaient à l'école. Donc le soir quand ils rentrent, il n'y a plus personne... Tu imagines le traumatisme !

*Et alors c'était fou, on était tous les trois, **l'huissier** et nous deux, **assistants sociaux**, face à... une dame qui était occupée à faire sa vaisselle et qui ne réalisait pas qu'on était occupé à l'expulser.*

Et pendant qu'elle faisait sa vaisselle, on essayait de lui expliquer 'Ecoutez Madame, rangez vos affaires, prenez quelques trucs, prenez une valise...'

Elle continuait à faire sa vaisselle pendant que le mari était occupé à essayer de négocier avec le propriétaire un délai supplémentaire. Ce qui n'est pas possible vu que l'expulsion elle est en cours. C'est trop tard !

APRÈS L'EXPULSION: EXPÉRIENCES & CONSÉQUENCES

Les parcours impactés à plus ou moins long terme

- **Caractère** particulièrement **chaotique** et **douloureux** de cette séquence et période de vie traumatisantes
 - **Multiplicité et sévérité des conséquences** potentielles, à moyen et long termes, pour les personnes concernées
 - Matérielles
 - Administratives
 - Sociales
 - Psychologiques
- /!\ Manque de solutions durables et dignes de relogement pour les personnes expulsées

Des solutions souvent bricolées et insatisfaisantes

- Recours significatif au réseau informel
- Prise en charge dans le secteur formel
 - Accueil d'urgence
 - Problématiques d'accessibilité : information sur les lieux d'accueil
 - Expériences de l'accueil d'urgence
 - Maisons d'accueil et logements de transit
 - Manque de places
 - Accompagnement des résidents
 - La fin de l'hébergement
 - L'aide à la recherche d'une solution durable de relogement
- Absence de solutions formelles ou informelles: l'expérience de la rue

L'expulsion, facteur d'aggravation des situations de pauvreté et de précarité

CONSÉQUENCES
MATÉRIELLES &
FINANCIÈRES

CONSÉQUENCES
ADMINISTRATIVES

CONSÉQUENCES EN
MATIÈRE DE SANTÉ &
DE BIEN-ÊTRE

CONSÉQUENCES
SOCIALES

Les nombreuses autres pertes matérielles découlant de la perte centrale du logement

Coûts associés à la
procédure

Frais de déménagement

Perte (partielle) de ses
affaires & biens

CONSÉQUENCES
ADMINISTRATIVES

CONSÉQUENCES EN
MATIÈRE DE SANTÉ &
DE BIEN-ÊTRE

CONSÉQUENCES
SOCIALES

Les embûches persistantes des parcours administratifs

CONSÉQUENCES
MATÉRIELLES &
FINANCIÈRES

Adresse officielle/référence
Nouvelle domiciliation
Régularisation
administrative

CONSÉQUENCES EN
MATIÈRE DE SANTÉ &
DE BIEN-ÊTRE

CONSÉQUENCES
SOCIALES

La santé mentale principalement impactée

CONSÉQUENCES
MATÉRIELLES &
FINANCIÈRES

CONSÉQUENCES
ADMINISTRATIVES

Impacts de la dynamique
familiale

Impacts individuels : stress,
estime de soi, santé mentale...

Particularités des enfants & des
personnes âgées

CONSÉQUENCES
SOCIALES

La rupture spatiale génère une rupture sociale

CONSÉQUENCES
MATÉRIELLES &
FINANCIÈRES

CONSÉQUENCES
ADMINISTRATIVES

CONSÉQUENCES EN
MATIÈRE DE SANTÉ &
DE BIEN-ÊTRE

Rupture avec le réseau
social

Impacts sur les enfants

Isolement social

Le récit de Luc, aidé par son réseau

J'ai dormi 3 jours chez un ami, le lendemain chez un autre et puis c'est un ami à moi, qui était déjà [dans un centre d'hébergement] aussi qui m'a fait rentrer (...) Je suis rentré avec lui. Une nuit en chambre commune et le lendemain j'avais ma chambre libre (...)

La tv (...) C'est tout ce qu'il me reste avec mes quelques vêtements que j'avais su mettre de côté. Et maintenant je vais au magasin en face alors, il y a 2-3 amies à moi, elles me donnent de temps en temps un petit quelque chose que le mari met plus et que je sais mettre. [Ici] On a un bon de 300 euros alors de temps en temps on va se chercher quelque chose.

Cela fait quatre mois que Luc, la soixantaine, est dans ce centre d'hébergement...

Lorsque Luc a été recontacté quelques semaines plus tard afin de réaliser le suivi du parcours, sa situation semble s'être bien résolue. Il a obtenu le logement communal, un flat, avec un loyer raisonnable pour lui, et sa situation est en ce sens stabilisée.

Il aura toutefois perdu dans l'entre-deux son logement et l'essentiel de ses affaires.

RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR
LES INTERVENANTS & LES PERSONNES
CONCERNÉES

EN AMONT DE LA PROBLEMATIQUE D'EXPULSION

Pour les personnes concernées et les intervenants

- Offre de logements disponibles, financièrement abordables, de qualité via
 - Augmentation de l'offre, y compris de logements sociaux
 - Régulation des prix du marché locatif privé
 - Investissement dans la rénovation
- Instruments de contrôle : insalubrité, abus, illégalités;
- Lutte contre les discriminations

AVANT L'EXPULSION

- Pour les personnes concernées
 - Accès à l'information sur les tenants et aboutissants de la procédure
- Pour les intervenants
 - Prégnance du facteur économique <-> recouvrement des arriérés de loyer
 - Optimisation de la communication et information – 'en prise directe'
 - Favoriser les procédures de conciliation
 - Délais de procédure rallongés
 - Intervenants/tissu local – collaborations entre acteurs

PENDANT L'EXPULSION

- Pour les intervenants
 - Présence policière
 - Accompagnement psychosocial systématique
 - Pour les personnes concernées
- Pas de recommandation explicite MAIS de multiples récits qui illustrent l'ampleur de cette expérience...

APRES L'EXPULSION

- Pour les personnes concernées
 - Effectivité du droit au logement: « *Personne à la rue!* »
- Pour les intervenants
 - Meilleure information des personnes concernées
 - Facilitation des démarches administratives
 - Adaptation de l'offre d'accueil post-expulsion
 - Continuité et coordination de l'accompagnement des personnes
 - Pour les personnes ayant subi une expulsion illégale
 - Amélioration de l'enregistrement des plaintes
 - Accompagnement aux possibilités de recours
 - Élargissement des sanctions

EN CONCLUSION, POUR
L'OBSERVATOIRE DE LA SANTÉ ET DU
SOCIAL

Une indispensable action combinée

- Visibiliser le phénomène des expulsions domiciliaires: dispositif centralisé et informatisé de suivi
- Ajustements législatifs : Loi dite d'humanisation des expulsions

➤ Action combinée

- Politiques de logement : effectivité du droit au logement
 - Instruments préventifs et d'accompagnement des parcours d'expulsion des personnes précarisées et en pauvreté : réduire les risques de renforcement des phénomènes de précarisation
- <-> Empêcher toute expulsion domiciliaire en l'absence de solution de relogement

Les rapports sont disponibles sur le site de l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles:

<https://www.ccc-ggc.brussels/fr/observatbru/accueil>

Contacts:

Gaëlle Amerijckx gamerijckx@ccc.brussels 02 552 01 59

Marion Englert menglert@ccc.brussels 02 552 01 55

Sarah Luyten sluyten@ggc.brussels 02 552 01 18